



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mardi 16 septembre.

Equateur : le gouvernement compte réhabiliter le centre d'entraînement de Kotakoli. Le gouvernement congolais promet de réhabiliter le centre d'entraînement commando de Kotakoli, transformé momentanément en centre de transit et de regroupement des ex-combattants issus des groupes armés de deux Kivu. Ce centre où ont été formées de nombreuses unités commandos de l'armée congolaise est très délabré. Il est abandonné depuis le renversement du régime du Maréchal Mobutu, il y a 17 ans.

Katanga : des policiers accusés de pillage à Kina. Le responsable de la chefferie Kayuma (Katanga) accuse les éléments de la Police nationale congolaise venus de Mulongo d'avoir pillé les maisons des habitants du groupement de Kina. Ces policiers étaient venus dans cette localité pour en chasser des miliciens Maï-Maï. Ils auraient emporté plusieurs biens et tabassé le chef de ce groupement. Le responsable de la police, chargé des opérations dans ce secteur du territoire de Malemba Nkulu, a rejeté toutes ces accusations.

Nord-Kivu : la population fuit des combats entre miliciens et rebelles rwandais des FDLR. Des vagues de déplacés arrivent depuis trois jours dans les localités de Bukumbirwa, Kishongya, Rusamambo et Kanune, au Nord-Kivu. Ces habitants fuient les combats entre des miliciens dissidents au mouvement Nduma defense of Congo de Cheka et les combattants hutus rwandais des FDLR dans les villages de Bukonde, Kabingu et Ngaha, à plus de 250 km, au nord-ouest de Goma. Selon la société civile, la plupart des habitants des villages d'accueil ont eux aussi abandonné leurs maisons depuis lundi 15 septembre.

Masisi: des civils détiennent illégalement des armes. Des sources militaires ont indiqué lundi 15 septembre à Radio Okapi que de nombreuses personnes détiendraient illégalement des armes dans la localité de Nyabiondo et ses environs dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu). Pour elles, ces personnes soutiendraient la milice de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS). Ce qui suscite un climat de méfiance entre les Forces armées de la RDC et la population.

RDC: la liberté provisoire refusée au journaliste Mike Mukebaya. Le journaliste Mike Mukebaya, poursuivi pour diffamation et délit de presse, est toujours détenu à la prison de Makala. Le tribunal de paix de Kinshasa-Gombe a rejeté lundi 15 septembre sa mise en liberté provisoire sollicitée par son conseil. L'éditeur de RDCongo News avait pourtant donné des garanties de ne pas se soustraire à la justice pendant l'instruction du dossier. Entre-temps, le siège de ce journal est scellé. Son avocat condamne «l'acharnement» du parquet sur son client.

Bas-Congo: début de la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Le gouvernement provincial du Bas-Congo a lancé, mardi 16 septembre à Matadi, la campagne de vaccination de plus de cinq mille enfants de 0 à 59 mois contre la poliomyélite dans la province. Cette campagne synchronisée de deux jours se déroule dans toutes les 31 zones de santé du Bas-Congo. Elle se tient au même moment dans les pays voisins notamment l'Angola et le Congo Brazzaville.

Kasaï-Oriental : les fonctionnaires de l'Etat lèvent leur grève. Après une semaine de grève, les fonctionnaires de l'Etat ont repris le travail lundi 15 septembre dans la province du Kasaï-Oriental. L'intersyndical de la Fonction publique a expliqué que leurs revendications ont été prises en compte après une réunion paritaire entre la direction de la province et le banc syndical.

Province Orientale: des barrières illégales sur l'axe Mungbere-Watsa-Gombari. La société civile accuse les militaires et les policiers d'avoir érigé huit barrières illégales sur l'axe routier Mungbere-Watsa-Gombari,

long de 200 km, dans le district du Haut-Uelé (Province Orientale). Cette structure a dénoncé, mardi 16 septembre, la réapparition de ces barrières, deux mois seulement après leur démantèlement ordonné par le commissaire du district du Haut-Uelé.

Kananga: 9 bornes fontaines remises à la population. Le ministre provincial de la Santé du Kasai-Occidental, Nicolas Kanyonga a remis, lundi 15 septembre, neuf bornes fontaines aux populations de Kananga au cours d'une cérémonie à la source de Mwimba dans la commune de Nganza.

Maniema: lancement d'une enquête nutritionnelle dans 6 territoires. Le Programme national de nutrition (Pronanut) a lancé, depuis trois jours, une enquête nutritionnelle dans les territoires de Kabambare, Kailo, Kibombo, Lubutu, Pangi et Punia, au Maniema. Selon les organisateurs, cette campagne vise à récolter les données sanitaires pour essayer d'expliquer la mortalité des femmes dans cette partie du pays. Ils font notamment allusion à la mort d'environ 108 femmes enceintes pendant le premier semestre de 2014 dans les zones de santé de Kindu et Lungilu (Maniema).

Equateur: un voleur décapité après avoir mortellement blessé un commerçant à Mbari. Un voleur a été décapité samedi 13 septembre à Mbari (Equateur) au cours de son transfert par la police à Gemena (Equateur). L'homme avait mortellement mordu aux testicules un commerçant de Bwamanda, après que ce dernier l'a empêché de détrousser un de ses clients. Le commerçant ayant succombé à sa blessure, les membres de sa famille ont décapité le voleur et blessé le policier qui le transférait à Gemena. Le marché central et le sous-commissariat de la police de Bwamanda ont aussi été incendiés.

RDC: la Cenco réaffirme son opposition à la modification de l'article 220 de la constitution. Les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) réaffirment leur opposition à la modification de l'article 220 de la constitution. Cet article interdit notamment de modifier l'article fixant le nombre et le mandat du président de la République. Dans un message adressé « aux fidèles catholiques ainsi qu'aux hommes et femmes de bonne volonté de la RDC » et publié à Rome où ils sont réunis, ils estiment que cet article pose les bases de la stabilité du pays et de l'équilibre des pouvoirs dans les institutions.

Sud-Kivu: les crocodiles tuent 9 personnes à Fizi. Neuf personnes ont été tuées et onze autres grièvement blessées par des crocodiles dans cinq villages du secteur de Tanganyika, territoire de Fizi au Sud-Kivu, a indiqué à la presse lundi 15 septembre la société civile du village Mboko. Parmi les victimes, il y a quatre femmes et trois enfants. Cette information a été confirmée par le chef de secteur de Tanganyika et le médecin chef de zone de santé de Nundu, précisant que certains blessés sont pris en charge dans l'hôpital Nundu.

Le début des travaux de construction du barrage Ruzizi III prévu pour 2016. Le directeur général de l'organisation de la CEPGL pour l'Energie des pays des Grands Lacs (EGL), Alphonse Muyumba Kalenge, a annoncé mardi 16 septembre à Bujumbura que les travaux de construction de la centrale hydro-électrique de Ruzizi III vont commencer en 2016. La construction de cette centrale est un projet des Etats membres de la CEPGL (RDC, Burundi et Rwanda). L'énergie produite, 147 mégawatts, devrait être utilisée à part égale par les trois pays.

Katanga: les déplacés de Kasama appelés à regagner leurs localités. Le chef du groupement Kasama, en territoire de Pweto, appelle ses administrés à retourner dans leurs localités d'origine. Il a lancé cet appel, mardi 16 septembre, deux semaines après la mort du chef milicien Kafindo. Ce dernier était décédé de ses blessures lors des opérations militaires lancées les Maï-Maï au mont Kibawa.

RDC: le président du CSAC suspendu. L'Abbé Jean Bosco Bahala, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), a été suspendu de ses fonctions jusqu'à nouvel ordre. La décision a été prise mardi 16 septembre par l'assemblée plénière de cette institution chargée de la régulation des médias en RDC. Selon une source proche du CSAC, il est reproché à Jean Bosco Bahala d'avoir délivré un avis de conformité à la société de télédistribution Startimes. Une décision qui, selon la même source, relève uniquement de la compétence de la plénière de cette institution.

Pétrole des Virunga: la société civile demande l'annulation de l'ordonnance présidentielle. Une dizaine d'associations de la société civile œuvrant dans le secteur de l'environnement au Nord-Kivu réclame l'annulation de l'ordonnance présidentielle de juin 2010 relative à l'approbation du contrat de partage de production pétrolière entre la RDC et la Société Soco internationale dans le parc national des Virunga. «L'ordonnance qui autorise à Soco de faire cette activité est encore là. Soco n'a pas encore formalisé son engagement avec WWF auprès de l'OCDE. Nous voulons que soit formalisé qu'il ne va plus perforer à l'intérieur du parc », explique Thomas d'Acquin Mwiti, porte-parole de la société civile environnementale. Les organisations de la société civile disent notamment redouter les suites de la 3e conférence sur le pétrole et le gaz, organisée par l'Infrastructure et partenariat pour le développement en Afrique (Ipad). A en croire la

société civile, à l'issue de ce forum, le gouvernement de la RDC et ses partenaires ont recommandé une intensification de l'exploration du pétrole et du gaz dans le pays. (Radio Okapi)

Mercredi 17 septembre.

RDC: les moyens manquent pour lutter efficacement contre la trypanosomiase. Le docteur Augustin Kadima Ebeja, coordinateur de la plateforme trypanosomiase humaine africaine (THA), affirme que les moyens manquent pour lutter efficacement contre la trypanosomiase. A l'occasion de la réunion scientifique sur cette maladie qui se tient à Kinshasa depuis le mardi 16 septembre, il a déclaré que la trypanosomiase est encore endémique en RDC même si elle a régressé ces dernières années. « La RDC est le pays le plus endémique de la maladie du sommeil », déplore docteur Augustin Kadima Ebeja. Il regrette l'absence de moyens pour lutter contre cette maladie. « Il manque de moyens de diagnostic, il manque de moyens de traitement. Il manque même de moyens financiers pour lutter efficacement contre la maladie », explique-t-il. (Radio Okapi)

CSAC-Jean-Bosco Bahala: «Je ne suis pas suspendu». Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), Jean-Bosco Bahala ne reconnaît pas avoir convoqué une assemblée plénière de cette institution le mardi 16 septembre et qui l'aurait suspendu de ses fonctions. «Mes collaborateurs ne peuvent pas se réunir sans moi et décider de ma suspension ; peu importe le motif», a-t-il affirmé à Radio Okapi, ajoutant que sa suspension ne peut être décidée que par le chef de l'Etat.

Nord-Kivu : Ufamando 1er pris en otage par des groupes armés. La population d'Ufamandu 1er, en territoire de Masisi (Nord-Kivu), est constamment en déplacement depuis environ 7 ans suite à l'insécurité causée par plusieurs groupes armés. Le chef de ce groupement plaide pour un déploiement des Forces armées de la RDC ainsi que de la police nationale pour y restaurer l'autorité de l'Etat. Ufamando 1er est actuellement illégalement administré par les Mai-Mai Kifuafua, les combattants Nyatura ainsi que le groupe dénommé «les volontaires».

Bandundu: 13 morts dans deux accidents de circulation au pont Kwango. Treize personnes sont mortes et quarante-quatre autres blessées dans deux accidents de circulation survenus, mardi 16 septembre, au pont Kwango, à 340 km de Kikwit (Bandundu). Selon le commissaire-adjoint de la police de Kwango, le premier accident est intervenu vers 18 heures, heure locale et le second vers 22 heures. L'ivresse au volant en serait la cause, selon la même source.

Nord-Kivu: une nouvelle attaque des Mai-Mai Cheka fait un mort à Lubero. Un enfant a été tué et une centaine de magasins pillés lors de l'incursion mardi 16 septembre des combattants de Nduma Defense of Congo (NDC) de Cheka Ntabo Ntaberi dans les localités de Bunyatenge et Muhanga, au sud-ouest du territoire de Lubero (Nord-Kivu). Ces miliciens ont investi ces deux localités sans combats dans la matinée, avant de se retirer ce mercredi. Les Mai-Mai du groupe Lafontaine, qui les occupaient, quant à eux, se sont enfuis vers l'Est de cette zone.

Gouvernement de cohésion: l'observatoire de la parité plaide pour 30% de femmes. L'observatoire de la parité plaide pour au moins 30% de femmes ministres et 30% de femmes élues aux élections locales. Cette ONG estime que le prochain gouvernement et les prochaines élections locales, municipales et urbaines sont une double opportunité de faire progresser significativement la question de la parité en RDC. La première opportunité à saisir est celle de la constitution du gouvernement de cohésion nationale.

Accord d'Addis-Abeba: la société civile invite Kinshasa à respecter tous ses engagements. Dans un rapport intitulé « Encore du chemin à faire » présenté mercredi 17 septembre à Kinshasa, la coalition des Organisations de la société civile (OSC) invite le gouvernement congolais à respecter tous les engagements pris dans l'accord d'Addis-Abeba. Cet accord a été signé en février 2013 par onze pays africains sous l'égide des Nations unies pour ramener la paix dans l'Est de la RDC. Cette coalition de la société civile indique que tous les six engagements pris par le gouvernement congolais ne sont pas respectés. Elle dénonce notamment « la privatisation et la politisation » de l'armée. Elle estime également que les Forces armées de la RDC (FARDC) sont dressées contre les populations civiles. Les organisations de la société civile déplorent aussi des recrutements sélectifs au sein de l'armée. Pour elles, il sera difficile de parvenir à la consolidation de l'autorité de l'Etat tant que l'Etat lui-même ne sera pas en mesure de recouvrer intégralement les attributs du pouvoir que sont une armée dissuasive, une police citoyenne et une justice répressive. (Radio Okapi)

Province Orientale: 2 millions d'enfants attendus pour la vaccination contre la polio. Plus de deux millions d'enfants âgés de zéro à cinquante-neuf mois sont attendus pour la campagne de vaccination contre la poliomyélite qui doit débiter ce jeudi 18 septembre en Province Orientale. Pour mener cette campagne de vaccination, le ministère provincial de la Santé a mobilisé plus de 15 000 personnes qui passeront dans chaque ménage administrer deux gouttes de vaccin à chaque enfant.

Nord-Kivu: 1 200 000 plantules de café distribuées aux paysans. Le ministre provincial de l'Agriculture du Nord-Kivu, Nzanzu Kasivita, a distribué 1 200 000 plantules de café aux paysans pour les encourager à reprendre cette culture dans cette partie du pays. Il a clôturé, lundi 15 septembre, la campagne de distribution de ces plantules de l'espèce d'Arabica, à Bweremana, dans le territoire de Masisi. Les agriculteurs des territoires de Beni, Butembo, Lubero, Rusthuru et Masisi ont reçu ces plantules. Nzanzu Kasivita a expliqué que le gouvernement provincial du Nord-Kivu a mis l'accent sur le secteur du café qui pourra générer des revenus et stabiliser les ménages des agriculteurs longtemps menacés par la guerre. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: des enfants ex-miliciens souffrent de troubles psycho-sociaux. La coordination de santé mentale au Sud-Kivu organise ce mercredi 17 septembre à Bukavu une formation de 30 assistants sociaux qui gèrent des enfants au Centre de transit et d'orientation. Environ 142 enfants sortis des forces et groupes armés, et qui sont hébergés dans ce centre de transit et d'orientation du Bureau pour le volontariat au service de l'enfant et de la santé (BVES), montrent des signes des troubles liés à la santé mentale. Le directeur du centre indique que ces enfants cohabitent difficilement avec les autres qui ne sont pas de leurs propres ethnies, ils sont agressifs et souvent insensibles aux ordres des assistants sociaux. Lorsqu'ils sont sortis des forces et des groupes armés, ces enfants «passent par nos centres pour la gestion des troubles liés à leur santé mentale entre autres, à une prise en charge psycho sociale qui les aide à dépasser les événements des traumatismes et des stress qu'ils ont vécus afin de devenir encore des personnes normales», a expliqué le directeur de BVES. (Radio Okapi)

Jeudi 18 septembre.

RDC : vaste campagne de vaccination contre la poliomyélite. Plus de 17 millions d'enfants âgés de 0 à 5 ans sont ciblés par la première phase des journées nationales de vaccination contre la poliomyélite que le gouvernement congolais lance ce jeudi 18 septembre. Cette campagne soutenue par l'OMS et l'Unicef va durer trois jours.

Le CSAC confirme la suspension de Jean-Bosco Bahala. Dans un communiqué parvenu mercredi à radio Okapi, l'assemblée plénière du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication et (CSAC) confirme la suspension de Jean Bosco Bahala de ses fonctions de président de cette institution. Ce dernier persiste dans sa position. Il qualifie cette décision d'illégale. Le communiqué signé par le vice-président et le rapporteur du CSAC indique que l'assemblée plénière de cette institution reproche à Jean-Bosco Bahala d'avoir délivré un avis de conformité à la société de télédistribution Startimes et à plusieurs autres opérateurs du secteur en lieu et place de la plénière. Une commission d'enquête a été mise en place pour entendre Jean-Bosco Bahala, indique le même document. « Conformément au communiqué que nous avons diffusé, face à la gravité des tels actes, nous avons décidé de prendre la mesure conservatoire pour faciliter l'enquête de manière à ce que ça se passe dans la sérénité », explique Chantal Kanyimbo, rapporteur du CSAC. Interrogée sur la légalité de cette décision, elle affirme que la loi organique ainsi que le règlement d'ordre intérieur du CSAC permet à l'assemblée plénière de sanctionner le président de cette institution. (Radio Okapi)

Province Orientale: des tonnes de riz et d'arachides pourrissent à Basoko. Plusieurs dizaines de tonnes de riz et d'arachides manquent d'acheteurs et pourrissent dans le territoire de Basoko, en Province Orientale, depuis une semaine. Selon le président de l'Union des organisations des producteurs agricoles de ce territoire, Joseph Wangima, les paysans craignent d'emprunter les baleinières sur le fleuve Congo pour se rendre à Kisangani, après plusieurs accidents survenus avec cet unique moyen de transport.

Ituri: la Monusco aménage un site d'accueil pour les ex-FRPI à Aveba. La Monusco a ouvert un site d'accueil, dans la localité d'Aveba, à environ 80 km de Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale), pour les miliciens de la Force de résistance patriotique (FRPI) qui acceptent de déposer volontairement les armes. La mission onusienne a levé cette option, mercredi 17 septembre, au cours d'une rencontre avec les autorités coutumières de la collectivité de Walendu-Bindi, dans le district de l'Ituri.

Kasaï-Occidental : avancée des érosions avec les premières pluies à Lwebo. Les premières pluies de cette saison dans le chef-lieu du territoire de Lwebo, au Kasaï-Occidental, ont favorisé l'avancée de plusieurs têtes de ravins. Des bâtiments publics et privés sont menacés d'effondrement. L'administrateur de ce territoire, Joseph Mbuyi, a appelé jeudi 18 septembre les autorités provinciales et nationales à intervenir afin de limiter les dégâts.

RDC : le calendrier du sénat adopté. Les sénateurs ont adopté mercredi 17 septembre le calendrier de leurs travaux de la session ordinaire de septembre. Ce document représente non seulement les matières à traiter, mais aussi leur répartition dans les commissions permanentes. Pour cette session dite budgétaire, la matière principale reste le budget de l'Etat exercice 2015. Mais avant cet examen, le gouvernement va présenter la loi portant reddition des comptes du budget 2013. Celle-ci apportera des explications sur l'exécution des

dépenses et recettes de 2013. Le projet de loi portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité est aussi prévu. Ce calendrier reste ouvert à d'autres matières, précise-t-on au Sénat. (Radio Okapi)

Deux accidents de circulation font six morts sur la nationale n°1. Six morts et une dizaine de blessés ont été enregistrés mercredi 17 septembre dans deux accidents de circulation sur la route nationale n°1 compris sur le tronçon Kinshasa-Bandundu. Selon la police de circulation routière (PCR), ces accidents ont été causés par l'excès de vitesse de ces deux véhicules.

Nord-Kivu: des ONG déplorent les exactions des Mai-Mai Cheka à Lubero. La société civile du territoire de Lubero condamne les exactions que les miliciens de Nduma défense of Congo de Cheka ont commises, mercredi 17 septembre, contre la population civile, à Bunyatenge, en territoire de Lubero, (plus de 250 Km au Nord-Ouest de Goma).

Révision constitutionnelle: Lambert Mende accuse la Cenco d'inventer une controverse. « Nous doutons de la bonne foi des évêques lorsqu'ils inventent une controverse autour d'une initiative de l'article 220 qui n'existe pas », a déclaré jeudi 18 septembre le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende. Il répondait à la déclaration des évêques catholiques qui ont réaffirmé lundi dernier leur opposition à la modification de l'article 220 de la constitution. Pour Mende, les prélats catholiques répondent à un problème qui n'est pas posé. Dans un message adressé « aux fidèles catholiques ainsi qu'aux hommes et femmes de bonne volonté de la RDC » et publié à Rome où ils étaient réunis, les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) ont réaffirmé leur opposition à la modification de l'article 220 de la constitution. Cet article interdit notamment de modifier le nombre et le mandat du président de la République. Pour les évêques catholiques, modifier l'article 220 serait « faire marche en arrière sur le chemin de la construction de notre démocratie et compromettre gravement l'avenir harmonieux de la nation ». Ce message des prélats catholiques a été publié alors que la majorité est soupçonnée de vouloir modifier la constitution pour permettre à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat. Ce que l'actuelle constitutionnelle ne l'autorise pas. (Radio Okapi)

Kinshasa: 105 minibus accordés à crédit aux transporteurs privés. Cent cinq membres de l'Association de propriétaires de véhicules affectés au transport en commun (APVECO) ont reçu à crédit des minibus Hyundai achetés par le gouvernement congolais pour résoudre de façon progressive et durable la question de la mobilité urbaine à Kinshasa. Le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, a procédé jeudi 18 septembre à la remise des clés de ces véhicules à leurs nouveaux propriétaires. Au total, ce sont deux cent cinquante minibus commandés par le gouvernement qui doivent être remis aux transporteurs privés.

Kitshanga: reprise timide des activités après un accrochage entre militaires et policiers. La vie reprend timidement son cours dans la cité de Kitshanga, située à 83 km au Nord-Ouest de Goma (Nord-Kivu), après un accrochage entre les Forces armées de la RDC et la police d'intervention mobile, mercredi 17 septembre dans la soirée. Difficile pour l'instant de savoir les raisons de cet affrontement. Les responsables politiques et militaires de cette cité sont restés injoignables.

Loi d'amnistie: Lambert Mende annonce 206 nouveaux bénéficiaires. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a annoncé, jeudi 18 septembre, la 6^e vague des personnes bénéficiaires de la loi d'amnistie du 11 février dernier. Environ 206 personnes sont amnistiées et elles proviennent de 12 groupes dont une cinquantaine d'éléments de l'ex-M23, une quarantaine de FRPI en Ituri, les Enyele de l'Equateur, APCLS et PARECO du Nord-Kivu, groupe Mizele de Matadi. Sur cette liste, figurent également un milicien du MRPC, les Mai-Mai Simba, Papy, les ex-combattants Mai-Mai du Nord et Sud-Kivu. Environ 900 personnes ont bénéficié, depuis avril dernier, de loi d'amnistie. (Radio Okapi)

Vendredi 19 septembre.

Kitshanga: les autorités appellent les habitants à regagner leurs domiciles. Les autorités provinciales du Nord-Kivu appellent les habitants de Kitshanga qui ont fui les incidents survenus dans la nuit de mercredi à jeudi 18 septembre à regagner leurs habitations. Selon des sources officielles, un accrochage a opposé des policiers du groupe mobile d'intervention en patrouille et des hommes armés. Bilan : deux policiers tués. Certaines sources avaient fait état d'un affrontement entre policiers et militaires.

Sud-Kivu : un chef de la milice Raïa Mutomboki tué aux combats. Paul Ngumbi Wangozi alias Sisawa, un des leaders de la milice Raïa Mutomboki a été tué lundi dernier lors des affrontements avec l'armée à Tchombi au Nord de Shabunda centre (Sud-Kivu). Les FARDC et ses proches ont annoncé et confirmé sa mort vendredi 20 septembre. Selon ces sources, Sisawa a été blessé par balle dimanche en a succombé faute de soins. Il a même déjà été enterré depuis mardi à Musomo.

Ituri : la FRPI accusée d'exactions dans plusieurs villages. Les miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont multiplié depuis le début de cette semaine les attaques contre les civils dans plusieurs villages au sud d'Irumu (Province Orientale). Selon des sources proches de la Monusco, des notables et des autorités coutumières de cette entité, deux personnes ont été tuées, quatre femmes ont été violées et une dizaine d'autres personnes enlevées. Ces attaques ont aussi provoqué le déplacement massif de la population dans plusieurs villages.

Le nom de Denis Mukwege est cité pour le prix Sakharov. Les débats ont été passionnés, les choix difficiles...Après de longues discussions entre les groupes politiques du Parlement européen, deux candidats au prix Sakharov ont fini par émerger : le mouvement ukrainien Euromaidan et le gynécologue congolais Denis Mukwege. Ce dernier fut vivement défendu au nom du groupe libéral par le belge Louis Michel appuyé par le socialiste Marc Tarabella. L'accord politique conclu entre le groupe libéral et le groupe socialiste du PE devra encore être ratifié en commission le 23 septembre prochain et c'est vers le 16 octobre que sera connue la décision définitive. Mais il est d'ores et déjà certain que le Dr Mukwege, déjà par ailleurs lauréat du Prix Roi Baudouin pour le développement et, plus récemment, du prix Solidaris, figure dans le peloton de tête. Rappelons que le « prix Sakharov pour la liberté de l'esprit », décerné chaque année par le Parlement européen est destiné à récompenser des personnalités exceptionnelles, connues pour leur lutte contre l'intolérance, le fanatisme et l'oppression, à l'instar du physicien russe Andreï Sakharov, prix Nobel de la paix en 1975. Ce dernier, après avoir été l'inventeur de la bombe à hydrogène, est devenu le plus célèbre, le plus offensif des dissidents russes, luttant contre l'armement nucléaire et fondant un Comité pour la défense des droits de l'homme et des victimes politiques. (Le Soir)

RDC : appel pour l'inscription de la loi sur la réforme de la police dans le budget 2015. Le réseau Réforme du secteur de la sécurité et de la justice (RRSSJ) plaide pour l'inscription de la loi portant programmation de la réforme de la police dans le budget 2015. Il a fait cette demande jeudi 18 septembre à Kinshasa au cours d'un atelier d'information sur la police de proximité et la société civile. Cette activité marquait la fin de l'appui de la mission de la police européenne (Eupol) en RDC. Les deux chambres du Parlement, ainsi que les députés et sénateurs sont appelés à faire de cette loi une des priorités de la session budgétaire en cours. Pour Emmanuel Kabengele, coordonnateur du RRSSJ, les lois des finances relatives aux exercices budgétaires allant de 2014 à 2017 sont tenues de prendre en compte les besoins de cette loi, évalués à plus de 750 milliards de FC (815 millions de dollars américains). Le chef de mission de l'Eupol en RDC, Jean Paul Rikir, présent à cet atelier, s'est dit fier du travail accompli par sa mission, qui arrive à terme à la fin du mois de septembre. (Radio Oakpi)

Journée internationale de la paix : Peace One Day appelle à une journée de non violence. Peace One Day appelle à une journée de non violence sur toute l'étendue du territoire de la RDC et à travers la région des Grands Lacs dimanche 21 septembre, à l'occasion de la journée internationale de la paix. Cette ONG prévoit un méga concert à Goma où se produiront des stars internationales comme Akon, Jude Law, Ayden ainsi que les artistes congolais comme Lexxus Legal, Dety Darba, Sango'A et le comédien Mzee Mbukuli.

Assemblée nationale: vif débat lors de l'adoption du calendrier de la session de septembre. Un vif débat a eu lieu ce vendredi 19 septembre à l'Assemblée nationale avant l'adoption du calendrier des matières à traiter au cours de cette session de septembre. Le débat a porté sur l'initiative de certaines lois notamment celles modifiant la loi électorale. Ces lois ont été proposées à la fois par des députés et le gouvernement. Les députés ne se sont pas mis d'accord sur l'opportunité d'inscrire au calendrier de la session une initiative du gouvernement ou celle d'un élu. Le calendrier a finalement été voté sans ces matières.

RDC: des changements dans l'armée. Le chef de l'Etat a signé 29 ordonnances portant sur l'organisation et le fonctionnement de l'Etat major et des différentes forces des zones de défense de l'armée congolaise. Ces ordonnances ont été lues à la télévision publique jeudi 18 septembre dans la soirée. Elles apportent certains changements dans l'organisation de l'armée congolaise. Le chef d'Etat major général des Forces armées de la RDC (FARDC), général d'armée Didier Etumba, qui est reconduit dans ses fonctions sera désormais secondé par deux adjoints, le lieutenant-général Dieudonné Amuli Bayiba et le général-major Célestin Mbala Musese. Le premier sera chargé des opérations et renseignements et le second s'occupera de l'administration et logistique. A la tête des forces terrestres, le général Olenga cède sa place au général major Banze Lubudi. Dans le cadre de la réforme des forces armées, trois zones de défense sont créées: La première zone comprend les provinces du Bandundu, du Bas-Congo, de l'Equateur et de Kinshasa. Elle est commandée par le général-major Amisi Kumba Gabriel. La deuxième zone de défense englobe les deux Kasai et le Katanga. Elle est sous la direction du général-major Kifwa Jean-Claude. La troisième zone de défense est constituée de la Province Orientale, des deux Kivu et du Maniema. Elle est dirigée par le général major Mushale Tshipamba. (Radio Okapi)

Samedi 20 septembre.

Expulsion de Brazzaville: Kabila et Sassou annoncent la mise en place d'une commission d'enquête. Le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso et son homologue de la RDC, Joseph Kabila décident de mettre en place une commission d'enquête sur les expulsions de Brazzaville. Les deux présidents ont levé cette option, vendredi 19 septembre, à l'issue d'un entretien, à Kinshasa. Plus de 130 000 ressortissants de la RDC ont été expulsés de Brazzaville à la suite de l'opération «Mbata ya Mikolo» (traduisez en français : gifle des aînés). La commission entre Brazzaville et Kinshasa devra notamment enquêter sur les allégations des violations des droits de l'homme qui ont émaillé ces expulsions. Sassou et Kabila se sont mis d'accord pour que les experts de deux pays se retrouvent dès le mardi 23 septembre à Kinshasa notamment pour constituer la commission mixte d'enquête sur les allégations des violations des droits de l'homme commises pendant ces opérations d'expulsion. C'est la première fois que Sassou et Kabila se rencontrent depuis ces opérations d'expulsions. Entre avril et mai dernier, plusieurs dizaines de milliers de ressortissants de la RDC ont été expulsés du Congo-Brazzaville. Officiellement, cette opération était destinée à expulser des étrangers en situation irrégulière. Mais plusieurs témoignages avaient fait état d'exactions commises par des policiers qui pilotaient cette opération. (Radio Okapi)

Kinshasa abrite la 9^e réunion de l'Association des procureurs d'Afrique en octobre. La 9^e réunion de l'Association des procureurs d'Afrique (APA) est annoncée en octobre prochain, à Kinshasa sous le thème: «La lutte contre les crimes transnationaux». Le Procureur général de la RDC, Flory Kabange Numbi, a invité, jeudi 19 septembre, les diplomates africains accrédités à Kinshasa à sensibiliser les procureurs généraux de leurs pays respectifs à prendre part à ces assises.

Peace One Day: les groupes armés appelés à mettre fin aux violations des droits humains. Le patron de la Monusco, Martin Kobler appelle les groupes armés à mettre fin aux violations des droits humains. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC a lancé ce message à l'occasion de la journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre de chaque année.

Jean-Pierre Kalamba: «La décision des évêques de suspendre leur participation à la Cime n'affecte pas la Ceni». Le rapporteur de la Ceni, Jean-Pierre Kalamba, assure que la décision des évêques catholiques de suspendre leur participation à la Commission d'intégrité et de médiation électorale (Cime) n'affecte pas le travail de la Ceni. Il l'a affirmé, vendredi 19 septembre, au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Ceni, à Kinshasa. «Quand la Ceni a pris langue avec les chefs de confessions religieuses dans le cadre de la société civile. Les chefs de confessions religieuses sont allés au-delà des attentes de la Ceni, en mettant en place une commission d'intégrité et de médiation électorales (Cime). Si, une des composantes de cette commission suspend sa participation, la Ceni ne peut qu'attendre les autres sept membres», a indiqué Jean-Pierre Kalamba. Il a souhaité que la Cime continue d'accompagner la Ceni au cours de ce processus électoral en cours. La Ceni a par ailleurs, annoncé la fin de la collecte des données dans 126 territoires sur 150 que compte la RDC, dans le cadre de la fiabilisation du fichier électoral et de stabilisation des cartographies opérationnelle. Les évêques avaient annoncé leur suspension à la Cime dans un message adressé, mardi 16 septembre, « aux fidèles catholiques ainsi qu'aux hommes et femmes de bonne volonté de la RDC ». Cette structure créée par les confessions religieuses et la Ceni est un cadre d'échange d'informations électorales et de dialogues permanents qui vise à gérer par la médiation les tensions électorales, avant, pendant et après les élections. La Cime a également pour objectif de contribuer à l'émergence en RDC d'une culture démocratique qui privilégie les élections libres, équitables et transparentes comme seule voie pour la conquête du pouvoir. Cette structure devra en outre gérer les divergences politiques de manière constructive afin qu'elles ne dégénèrent pas en destruction. (Radio Okapi)

CSAC: Jean-Bosco Bahala accuse l'assemblée plénière de violer le règlement intérieur. Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC), Jean-Bosco Bahala, accuse l'assemblée plénière, qui a statué sur sa suspension, d'avoir violé l'article 50 du règlement intérieur de cette institution. «Le vice-président remplace le président en cas d'empêchement ou d'absence. Etre en mission n'est pas être absent parce qu'on est joignable», s'est-il plaint, vendredi 19 septembre, au cours d'un point de presse, à Kinshasa. Devant les journalistes, Jean-Bosco Bahala a demandé à ceux qui ont décidé de sa suspension de s'abstenir d'interpréter la loi pour les besoins de leur cause et d'attendre l'interprétation de la Cour suprême de justice (CSJ), qui fait office de Cour constitutionnelle. (Radio Okapi)

Province Orientale: un éboulement fait 4 morts à Baye. Quatre personnes sont décédées et trois autres sont portées disparues au cours d'un éboulement de terre survenu, vendredi 19 septembre, dans le foyer minier de Matali, au poste d'Etat de Baye, en territoire de Bondo, à plus de 500 Km au Nord de Kisangani (Province Orientale).

RDC: le Gouvernement lève la suspension de l'assemblée provinciale de l'Equateur. Le Gouvernement a levé la mesure de suspension des activités de l'assemblée provinciale de l'Equateur, samedi 20 septembre,

lors du conseil des ministres présidé par le président Joseph Kabila. Cette décision est motivée par "l'accalmie observée au sein des institutions politiques de l'Equateur". Sur le plan sanitaire, le Gouvernement s'est félicité du fait qu'au cours des dix derniers jours, aucun nouveau cas de contamination d'Ebola n'a été confirmé en RDC.

Goma: début de l'élaboration de la stratégie nationale d'éducation pour la paix. L'école donne l'opportunité de mettre ensemble les enfants de différentes communautés pendant une période relativement longue. Ce temps doit être mis à profit pour faire passer au sein des jeunes de 6 à 17 ans les messages de paix, estiment le gouvernement et ses partenaires, qui veulent mettre sur pied une stratégie nationale d'éducation pour la paix en RDC. L'élaboration de cette stratégie a été lancée samedi 20 septembre à Goma par la vice-ministre de l'éducation, Maggy Rwakabuba.

RDC: Félix Tshisekedi préconise un dialogue avant les prochaines élections. Le secrétaire national aux relations extérieures de l'Union pour la démocratie et progrès social (UDPS), Félix Tshisekedi, préconise un dialogue sincère entre parties prenantes aux prochaines élections. Il a lancé cet appel, vendredi 19 septembre, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), où il séjourne dans le cadre d'une mission de redynamisation des activités du parti.

Dimanche 21 septembre.

Peace one Day : une marche de la paix à Kinshasa et Goma. Une marche de la paix est organisée dimanche 21 septembre à Kinshasa et à Goma au Nord-Kivu, à l'occasion de la journée internationale de la paix. Cette activité est organisée à l'initiative de la Monusco, avec le concours du Cadre de concertation de la société civile du Congo. La manifestation débutera à 10 heures locales. L'itinéraire retenu est Gare centrale, Kintambo-Magasin et le Palais du peuple. Dans chaque étape, le flambeau de la paix sera allumé. Le point de chute de cette marche est le carrefour des évolués, un espace situé entre l'ISP Gombe et la Cadeco, dans la commune de la Gombe, où des bougies seront allumées. On y plantera aussi l'arbre de la paix et des pigeons seront lâchés, comme signe de l'effort et de l'engagement de chaque citoyen congolais aux efforts de la consolidation de la paix. A Kinshasa, la cérémonie sera agrémentée par la chorale de la Monusco. Un seul chef coutumier a pris part à cette marche. Les manifestants ont affirmé qu'ils auraient voulu voir d'autres personnalités comme les chefs de quartier, les bourgmestres, députés ou ministres marcher avec eux. Une marche a également été organisée à Goma au Nord-Kivu. le chef de la Monusco, Martin Kobler qui a pris part à ce « Marathon de la paix » n'a pas gagné les « 10 kms de Goma » organisé par le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR). Mais il estime que « l'essentiel c'est d'arriver ». Ainsi, il souhaite également au peuple congolais « d'arriver à une paix durable ». «J'ai fait ces 10 kms de Goma organisés par le HCR : c'est une très bonne expérience. Parce que je réfléchis sur la paix : comment concilier le marathon et la paix ? Et, il faut y arriver : c'est la chose la plus importante ! C'est comme dans une course : on est épuisé, il y a des collines, il y a des descentes ; c'est facile, c'est difficile...Mais, j'ai marché entre temps ! Ce n'est donc pas une question de vitesse, plutôt question d'arriver ! je souhaite que le peuple congolais arrive aussi », a affirmé Martin Kobler. **Peace one Day : les jeunes appelés à se désengager des groupes armés.** A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la paix dimanche 21 septembre, les jeunes du Nord-Kivu sont appelés à se désengager des groupes armés. Le président provincial de la jeunesse, Guy Kibira, qui a fait cet appel estime que « si les jeunes disent non, les chefs de groupes armés n'auront plus d'affaires en RDC ». « Les jeunes que nous sommes, nous avons une grande responsabilité. C'est celle de nous désengager des groupes armés. Plus que jamais prenons conscience que si nous disons tous non au même moment, ces gens là [les chefs des groupes armés] n'auront plus d'affaires dans notre pays et dans la région de grands lacs», a affirmé Guy Kibira. Le chef de bureau de la Monusco de Goma, Ray Torres, qui s'est adressé lui, aux membres des groupes armés et aux communautés du Nord-Kivu a indiqué que cette date doit marquer le début de la reconstruction d'une paix durable. « Il y a de plus en plus d'armes qui sont déposées au Nord-Kivu et je félicite ceux qui l'ont fait. Ils ont pris l'option de la paix pour participer à un Congo fort », a déclaré Ray Torres. **Goma: 40.000 personnes assistent au méga concert de la paix.** Au moins quarante mille personnes ont assisté au méga concert de la paix organisé dimanche 21 septembre à l'aéroport de Goma (Nord-Kivu). Plusieurs intervenants ont profité de la tribune pour lancer des messages marquant la Journée internationale de la paix: «C'est parti pour une paix durable au Nord-Kivu, en RDC et dans la région des Grands Lacs», «La paix, c'est possible», «Enterrons la hache de guerre et serrons-nous les coudes pour bâtir notre pays... » Pendant au moins 4 heures, la ville de Goma a vibré au rythme de la paix avec un concert riche en couleurs. Au moins quarante mille personnes, principalement des jeunes, ont célébré la paix à cette occasion. Les artistes congolais Lexxus Legal, Dety Derba ainsi que le comédien Mzee Mbukuli ont assuré la première partie du Show ; avant l'arrivée de la star américaine Akon. Ce dernier a enflammé le public pendant plus de deux heures avec des chansons phares, comme «Mama Africa» ou «Chop my money», qu'il a exécutées en featuring avec Peace Square. Cette manifestation a été organisée par l'ONG Peace one Day en collaboration avec la Monusco, pour marquer la célébration de la Journée internationale de la paix. Le fondateur de Peace one Day, Jeremy Gilley, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku et le chef de la Monusco, Martin Kobler, sont ensuite intervenus

tour à tour pour livrer le message de paix et appeler les groupes armés à déposer les armes. Pour Julien Paluku, la prestation des artistes et l'engouement du public de Goma, «devenue capitale internationale de la paix», constituent les preuves que la population du Nord-Kivu aspire à la paix. (Radio Okapi)

Le recteur de l'Université de Lubumbashi accusé de fraude. Professeurs et étudiants accusent de l'Université de Lubumbashi (Unilu) accusent le rectorat de cette alma mater de complicité de fraude. Le numéro de compte bancaire de l'Université destiné au paiement des frais académiques n'est pas affiché; ce qui, selon eux, constitue un frein à la transparence dans la gestion financière. De son côté, le rectorat de l'Unilu a rejeté toutes ces accusations.

Equateur : l'épidémie d'Ebola en voie d'être maîtrisée. L'épidémie d'Ebola est en voie d'être maîtrisée dans la localité de Djera en Equateur, selon le rapport du ministère de la Santé Publique lu samedi 20 septembre en Conseil des ministres, aucun nouveau cas de contamination n'a été enregistré au cours de ces 10 derniers jours.

Dans son rapport, Félix Kabange Numbi révèle qu'à la date du 17 septembre, la RDC a enregistré un total cumulé de 71 cas dont 18 suspects, 26 cas probables et 27 cas confirmés. Il y a eu depuis le début de l'épidémie, 40 cas de décès sur le périmètre concerné, dont 9 suspects, 26 probables et 14 confirmés. Le Gouvernement s'engage à allouer des moyens supplémentaires afin d'accroître l'efficacité des équipes déployées sur le terrain pour lutter contre le virus Ebola et protéger les populations menacées de contamination. (Radio Okapi)

Lundi 22 septembre.

Assemblée nationale: l'UDPS et l'UNC&alliés boycottent les plénières sur la révision constitutionnelle. Les groupes parlementaires UDPS et Alliés ainsi que l'UNC et alliés décident de ne plus prendre part aux plénières consacrées à l'organisation des élections ou à la révision constitutionnelle. Ils demandent aussi à leurs représentants à la commission électorale nationale indépendante (Ceni) de suspendre leur participation à cette institution. Dans une déclaration faite dimanche 21 septembre à Kinshasa, ces députés ont dénoncé le non-respect des textes dans la conduite des affaires de l'Etat. Le président du groupe parlementaire UDPS et Alliés, Samy Badibanga, espère que le pouvoir en place pourra comprendre la nécessité d'engager des discussions avec l'opposition sur des questions précises. «Ce n'est pas un dialogue ouvert, mais plutôt un dialogue dans la perspective des élections», a précisé Samy Badibanga. Concernant la tenue d'une éventuelle rencontre de l'opposition, le président du groupe parlementaire UDPS et Alliés a réaffirmé les exigences de l'opposition. «Premièrement, avoir un calendrier électoral et acceptable par tous, deuxièmement avoir une loi électorale adoptée par consensus et troisièmement ne pas toucher à la constitution et ne pas avoir de changement de constitution», a dit Samy Badibanga. Samy Badibanga souhaite que cette démarche soit suivie par tous les députés de l'opposition. Les députés de groupes parlementaires UDPS et Alliés ainsi que l'UNC et alliés demandent par ailleurs au président de l'Assemblée nationale de respecter l'article 130 de la constitution qui règle la question de la concurrence de l'initiative de loi. Le texte dispose que «l'initiative des lois appartient concurremment au Gouvernement, à chaque député et à chaque sénateur.» Faisant allusion aux projets de loi portant organisation des élections, ces députés estiment que ces derniers ne devraient pas faire objet d'un quelconque arbitrage du bureau. En 2012, le député Sessanga avait déjà déposé une proposition de loi pour modifier la loi électorale. Il ne restait plus que la programmation de cette proposition pour examen à la plénière. L'opposition estime qu'il faut examiner la proposition de Sessanga qui porte sur la même matière que le projet du gouvernement et a l'avantage d'avoir été déposée plus tôt. Les opposants estiment aussi que l'attitude du bureau qui veut soumettre à l'examen le projet de loi du Gouvernement est une tentative de passage en force. (Radio Okapi)

Equateur : le député Lokondo se réjouit de la levée de la suspension de l'assemblée provinciale. Le député national Henry Thomas Lokondo se réjouit de la levée de la suspension des activités de l'assemblée provinciale de l'Equateur. Cette mesure a été décidée au cours du conseil de ministres du vendredi 19 septembre. Les activités de cette assemblée provinciale avaient été suspendues en avril dernier pour mettre fin à « une nouvelle crise en gestation » en son sein et avec le gouvernement provincial de l'Equateur.

Province Orientale : des militaires accusés de tracasseries entre Niania et Mambasa. Les commerçants de la route qui va de Kisangani au district de l'Ituri, en Province Orientale, accusent les militaires de tracasseries sur le tronçon situé entre Niania et Mambassa, à quelque 400 km à l'est de Kisangani. Selon ces opérateurs économiques, chaque individu, enfant comme adulte, doit payer 500 francs congolais (0,50 centimes de dollars américains) à chacun des sept points de contrôle installés sur ce tronçon de 250 km. Le commandant de la 3e zone de défense des Forces armées de la RDC (FARDC) promet de mettre un terme à cette pratique.

Katanga : des Mai-Mai sèment la terreur à Malemba Nkulu. Des Mai-Mai sèment la terreur dans plusieurs secteurs du territoire de Malemba Nkulu, dans le Katanga. Ces miliciens font régulièrement

incursion dans les villages, commettant des meurtres, des vols et des destructions sur leurs passages. L'administrateur de ce territoire, Wamba Pandemoya, plaide pour le renforcement des effectifs des forces de sécurité dans ce secteur.

Ituri: des centaines de camions bloqués sur la route Bunia-Mahagi. Plusieurs centaines de camions transportant des marchandises et des passagers sont bloqués depuis au moins une semaine à Lopa sur l'axe routier Bunia-Mahagi. Ils sont alignés sur une distance de 14 kilomètres à cause des bourbiers qui jalonnent cette route. Les commerçants de la région se plaignent de cette situation et redoutent les conséquences sur leurs activités. Plusieurs camions bloqués à Lopa transportent du carburant et des marchandises importées de l'Ouganda et du Kenya.

Katanga : TFM interpellé sur des «cas de harcèlement sexuel» dans son camp Bravo. L'entreprise minière Tenke Fungurume (TFM) a été interpellée sur des allégations de harcèlements sexuels dont seraient victimes ses employées femmes dans son camp d'hébergement de Bravo, à environ 180 km de Lubumbashi, dans le Katanga. Le chef de service Genre, Famille et Enfant de la cité minière de Fungurume, Marthe Mazimba, appelle cette entreprise à améliorer les conditions de travail de ses employées. Depuis deux jours, des photos et des vidéos compromettantes d'une de ces employées circulent à la cité. Mme Mazimba promet de porter plainte contre TFM.

Sud-Kivu: les Raïa Mutomboki occupent à nouveau Tchombi. Les Maï-Maï Raïa Mutomboki ont repris, le week-end dernier, le contrôle de la localité de Tchombi, située à 33 km au Nord de Shabunda-centre (Sud-Kivu). Ces miliciens s'y sont installés après le retrait des Forces armées de la RDC de cette localité. Les militaires avaient délogé une semaine plus tôt ces Maï-Maï de Tchombi au terme d'un violent combat qui avait coûté la vie au chef milicien Paul Ngumbi Wangozi alias Sisawa.

Sud-Kivu : plaidoyer pour promouvoir le parc national Kahuzi Biega. Des acteurs œuvrant dans le secteur de l'environnement réfléchissaient samedi 20 septembre à Bukavu aux moyens de promouvoir l'environnement et la protection de la biodiversité, spécialement dans le parc national de Kahuzi Biega. L'ONG Horizon Nature, qui a initié ce projet, estime que ce parc national, un site du patrimoine mondial, est aujourd'hui menacé. Elle a invité la société civile à mener un plaidoyer de concert avec les organismes gouvernementaux et les sociétés minières du Sud Kivu pour mieux protéger ce patrimoine commun. Pour Chantal Shalukoma, coordonatrice d'Horizon Nature, il s'agit de faire alliance dans le plaidoyer en faveur de la protection de l'environnement et de la biodiversité pour le parc de Kahuzi Biega. Horizon Nature compte impliquer, l'institut national pour la Conservation de la Nature (ICCN), au niveau national, et l'Unesco, au niveau international, dans cette alliance en faveur du parc Kahuzi Biega. Créé en 1970, le parc national de Kahuzi Biega fait partie de la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1980 et a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril en 1997, suite à la guerre. Il est couvert d'une vaste étendue de forêt tropicale primaire et dominé par deux volcans éteints, le Kahuzi et le Biega. Entre 2 100 et 2 400 m d'altitude, vit l'une des dernières populations de gorilles de montagne. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: 10 bandits armés condamnés à la peine capitale à Rutshuru. Dix bandits armés ont écopé, samedi 20 septembre, de la peine capitale. Le tribunal militaire de garnison de Goma a prononcé ce verdict à l'issue d'une audience foraine, à Rutshuru-centre (Nord-Kivu). Ces criminels appartenaient à un réseau qui insécurisait les grands axes d'intérêts économiques du territoire de Rutshuru.

Katanga : retour au calme après des combats entre FARDC et Maï-Maï à Kisenga. Le calme est revenu depuis lundi 22 septembre dans la matinée après des affrontements qui ont opposé samedi et dimanche derniers les Forces armées de la RDC aux Maï-Maï à Kisenga, à près de 105 kilomètres de Mitwaba (Katanga). Selon les sources militaires de ce territoire, le bilan fait état de plusieurs morts du côté des miliciens, sans donner des chiffres.

Kinshasa: militaires et policiers accusés de violer la réglementation de Transco. Les militaires et policiers sont accusés de violer la réglementation de la firme Transport au Congo (Transco), limitant à quatre le nombre d'agents de sécurité en tenue devant prendre place à bord de ses bus par course.

Bandundu : début de l'opération de semis de maïs et haricot à Bukanga Lonzo. Le gouvernement congolais a lancé, lundi 22 septembre, l'opération de semis de 100 tonnes de maïs et de haricot au parc agro-industriel de Bukanga Lonzo, à 240 Km de Kinshasa, la capitale, sur la route menant vers Kikwit, en province du Bandundu. Le Premier ministre Augustin Matata Ponyo a assisté au lancement de cette opération qui doit se faire sur une superficie de 25 hectares de maïs et haricot.

CSAC : l'assemblée plénière décide de saisir le procureur de la République. L'assemblée plénière du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) décide de saisir le procureur de la République pour faire appliquer sa mesure de suspension du président de cet organe de régulation. La

décision a été prise lundi 22 septembre à l'issue d'une réunion organisée à Kinshasa. Pour la rapporteuse du CSAC, Chantal Kanyimbo, cette décision a été prise après analyse du rapport de la commission ad hoc.

Lubumbashi : les recettes du secteur minier ont augmenté de plus d'un milliard de dollar. Les recettes de l'Etat issues du secteur minier sont passées de plus de quatre cent millions de dollars américains en 2007 à plus d'un milliard quatre cent treize millions en 2011. Le rapport de l'Initiative pour la transparence de l'industrie extractive 2011 note une augmentation de plus d'un million 13 millions de dollars américains. Ces chiffres ont été fournis vendredi 19 septembre lors d'un atelier sur la vulgarisation du rapport ITIE-RDC 2011 organisé à Lubumbashi. Ces assises ont réuni les ONG œuvrant dans le secteur minier avec l'appui de l'Observatoire des ressources naturelles en Afrique australe (SARW). D'après les participants à ces assises, le rapport ITIE- 2011 démontre l'évolution des recettes réalisées par l'Etat Congolais mais l'impact n'est pas ressenti par la population. Beaucoup reste encore à faire, précise le coordonnateur de la plate des ONG œuvrant dans le secteur minier, Ibond Rupas. (Radio Okapi)

Mardi 23 septembre.

RDC : Joseph Kabila investit les membres du Conseil économique et social. Le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila a investi dimanche 21 septembre par ordonnance présidentielle les soixante-huit membres du Conseil économique et social. Cet organe a pour mission de formuler les propositions concrètes pour améliorer le vécu quotidien du congolais.

Kasaï-Occidental: une trentaine de disparus dans un naufrage sur la rivière Lwanga Tshimu. Une trentaine de passagers sont portés disparus après le naufrage d'une pirogue motorisée, lundi 22 septembre, sur la rivière Lwanga Tshimu, à hauteur de la cité de Kamako, à 150 Km au Sud de Tshikapa (Kasaï-Occidental). Selon des activistes des droits de l'homme de la contrée, seuls quatre passagers sont rescapés.

Bas-Congo : recrudescence d'accidents mortels de moto. La société civile de Songololo, dans le Bas-Congo, déplore l'augmentation des accidents de motos depuis plus d'un mois dans ce territoire à plus de 100 km à l'est de Matadi. La nuit du samedi 20 au dimanche 21 septembre encore, deux personnes sont mortes et deux autres portées disparues après que la moto qui les transportait a basculé dans la rivière Kwilu, à hauteur de la cité de Kwilu Ngongo. La société civile de Songololo invite les autorités provinciales et nationales à prendre des mesures fortes pour lutter contre ces accidents.

Katanga : des usagers de la route victimes d'embuscade entre Kalemie et Bendera. Plusieurs véhicules et motos sont tombés dans des embuscades tendus par des hommes armés sur l'axe Kalemie-Bendera, dans le Katanga. Au cours d'embuscades tendus mardi 23 septembre 2014, au village de Rugogo, à environ 51 km au Nord de Kalemie, des voyageurs affirment avoir perdu leur argent ainsi que de nombreux biens matériels. Les autorités militaires soupçonnent ces bandits d'être des rebelles rwandais des FDLR.

Ituri : plaidoyer pour l'insertion scolaire de 900 000 enfants. Plus de neuf cent mille enfants âgés de 3 à 17 ans doivent être insérés à l'école dans le district de l'Ituri en Province Orientale, a plaidé lundi 22 septembre la ministre provinciale en charge de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Marguerite Niki Mayonda. Pour y arriver, le ministère provincial de l'EPSP organise une campagne de sensibilisation à l'intention des gestionnaires d'écoles, des radios communautaires et d'autres leaders d'opinion. Le but de cette activité est de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dont la date butoir est fixée en 2015. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: un soldat de la force navale abat un pêcheur à Kyavinyonge. L'un de trois jeunes pêcheurs arrêtés, vendredi dernier, par les éléments de la force navale au motif qu'ils pêchaient dans la zone de frayère à Kyavinyonge au bord du lac Edouard a été tué lundi. La victime tentait de s'évader du cachot quand un soldat de la force navale l'a abattu de trois balles. La tension est restée vive mardi 23 septembre entre la population et les militaires de la force navale.

Kinshasa : la police présente six groupes de bandits armés. La police nationale congolaise a présenté, mardi 23 septembre, six groupes de bandits armés dans la commune de Bandalungwa à Kinshasa. Ces bandes sont constituées d'une vingtaine de personnes dont trois femmes qui ont terrorisé plusieurs quartiers de la capitale et commis beaucoup de meurtres dont celui du général de brigade Bikweto assassiné en fin décembre 2012 au quartier Jamaïque dans la commune de Kintambo.

Accord d'Addis-Abeba : « La situation est irréversible », affirme Ntumba Luaba. « Les choses changent dans la bonne direction. La situation est irréversible et une page est tournée », a affirmé le secrétaire exécutif de la conférence internationale sur la région des grands lacs, Ntumba Luaba. Il a fait cette déclaration lundi 22 septembre à New-York à la quatrième réunion de haut niveau du mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba. Les participants ont examiné l'évolution de la situation politique et

sécuritaire dans la région depuis la signature, le 24 février 2013 de cet accord de paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo (RDC) et la région. Pour Ntumba Luaba, les choses ont beaucoup évolué et « la RDC va reprendre sa place dans le concert des nations ». « Sur le terrain, quand vous allez dans le Nord-Kivu, vous allez déjà vivre les dividendes de la paix : de voir les biens et les personnes peuvent maintenant circuler sur le territoire du Nord-Kivu, c'est déjà une bonne chose. Aujourd'hui des gens vont de Kinshasa à Kisangani jusqu'en Ituri. Avant on ne pouvait même pas rêver. Ituri était un terrain occupé [par des groupes armés] (Radio Okapi)

Assemblée nationale: le débat sur la reddition des comptes suspendu. L'Assemblée nationale a suspendu mardi 23 septembre l'examen de la loi portant reddition des comptes du budget de l'Etat exercice 2013, à la suite d'une motion incidentielle du député Henry Thomas Lokondo survenue juste après la présentation de ce texte par le ministre délégué aux Finances. Le député exigeait au préalable le rapport de la cour des comptes sur ce même budget, conformément à la constitution. «Ce n'est pas le Gouvernement qui vient présenter ce projet de loi à l'Assemblée nationale: il le présente à la Cour des comptes. [Celle-ci] lit pour l'Assemblée nationale et le Sénat le rapport du Gouvernement sur l'exécution du budget de l'exercice passé», a expliqué l'un des soutiens à la motion, le député Noel Botakile. Selon lui, cette cour, qui est un organe technique de l'Assemblée nationale, est chargée d'interpréter ce rapport pour permettre aux parlementaires d'en décider. (Radio Okapi)

Mercredi 24 septembre.

RDC : 27 malades d'Ebola guéris. Vingt-sept personnes atteintes du virus d'Ebola à Djera (Equateur) sont guéris, a affirmé mardi 23 septembre le conseiller médical du ministre de la Santé, Dr Roland Shodu Lomami à Radio Okapi. «De 68 cas, si vous soustrayez 41, nous avons 27 cas qui ont été traités par nos services et guéris», a-t-il déclaré. Le conseiller médical du ministre de la Santé a expliqué que le problème [l'épidémie] n'est pas aussi fort en RDC «parce que le pays a la maîtrise de la situation. Le gouvernement a mis des moyens conséquents pour démarrer la riposte, assure-t-il. Dr Roland Shodu Lomami regrette par ailleurs «le désintéressement de la communauté internationale concernant l'épidémie [d'Ebola] qui sévit en RDC». Il espère tout de même que la communauté internationale «va se raviser pour se retourner vers le Congo» afin d'accompagner les efforts du gouvernement. Dr Roland Shodu Lomami reconnaît cependant que certains bailleurs ont contribué pour combattre l'épidémie d'Ebola. L'épidémie d'Ebola avait été déclarée en août dernier. 68 cas ont été enregistrés depuis le début de cette maladie, dont 41 décès parmi lesquels 8 agents de santé. (Radio Okapi)

Equateur : un atelier sur la lutte contre les violences sexuelles. L'ONG Action pour la protection et l'encadrement de l'enfant (APEE) organise depuis mardi 23 septembre, avec l'appui financier de l'Unicef, à Gbadolite (Equateur), un atelier de lutte contre les violences sexuelles. Cette rencontre vise aussi à réfléchir sur l'amélioration de la prise en charge de 250 survivantes des violences sexuelles dans les villes de Zongo, Libenge et Gbadolite pendant deux mois.

Katanga : des passagers bloqués à la gare de Kamina suite à une panne de locomotive. Les voyageurs du train courrier «Palme d'or», en provenance de Kindu (Maniema), sont bloqués depuis trois jours à la gare de Kamina, à 600 km au nord de Lubumbashi (Katanga). Selon une source proche de la Société nationale des chemins de fer congolais (SNCC) à Kamina, une panne de locomotives justifie ce blocage. Entre-temps, les voyageurs se plaignent des conditions de leur séjour dans cette gare. De leur côté, les responsables de cette entreprise appellent les voyageurs à la patience.

Nord-Kivu: 11 morts dans un accident de circulation à Kitovo. Onze passagers ont été tués et trente autres grièvement blessés dans un accident de circulation survenu, mardi 23 septembre, à Kitovo, une localité de territoire de Lubero (Nord-Kivu). Les freins du véhicule Fusso aurait lâché vers 19 heures locales, après avoir quitté le marché de Kipese en destination de Butembo, indiquent les autorités administratives de la cité de Kipese.

Province Orientale : 17 personnes kidnappées en 3 semaines à Ango. Dix-sept personnes ont été kidnappées entre le 5 et le 27 août dans le territoire d'Ango, à plus de 500 kilomètres au Nord de Kisangani (Province Orientale). L'administrateur du territoire, Jean-Pierre Mulenge, qui l'a révélé la semaine dernière à une délégation de la Monusco attribue ces enlèvements aux rebelles ougandais de la LRA.

RDC : 257 cas de violations des droits de l'homme enregistrés en août. Deux cent cinquante-sept cas de violations de droits de l'homme ont été notifiés au mois d'août dernier en République démocratique du Congo (RDC). Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme, Scott Campbell l'a affirmé mercredi 24 septembre lors de la conférence hebdomadaire des Nations unies organisée à Kinshasa.

Mbuji-Mayi: l'hôpital général de Dipumba privé d'eau et du courant. L'Hôpital général de référence de Dipumba, à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) manque, depuis près d'un mois, d'eau potable et du courant électrique. Les professionnels de la santé de cet hôpital affirment être actuellement en difficulté de stériliser les matériels de laboratoire, de la salle des interventions chirurgicale et bien d'autres matériels.

Kinshasa: des ONG plaident pour l'abolition de la peine de mort en RDC. Les ONGD Acaj, SFVS et Lipadho demandent à l'Assemblée nationale de soumettre au débat de sa session en cours la proposition de loi endossée par le député Balamage, qui sert à lutter contre l'impunité en RDC, à uniformiser les peines pour les auteurs en supprimant de droit la peine de mort. Il s'agit d'une loi de complémentarité avec la Cour pénale internationale (CPI), a expliqué mardi 23 septembre le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), Me Georges Kapiamba. La proposition de loi Balamage date de plus de dix ans et on n'arrive pas toujours à l'adopter, a indiqué Georges Kapiamba. Pourtant, «ce texte est très important pour renforcer les capacités du système judiciaire congolais, en ce qui concerne la lutte contre l'impunité mais aussi renforcer les mécanismes de complémentarité et de coopération avec la Cour pénale internationale», a-t-il fait remarquer, ajoutant que sa promulgation constitue l'une des obligations de la RDC après la ratification du Statut de Rome. (Radio Okapi)

Uvira : 127 cas de menaces contre des défenseurs des droits de l'homme en un an. 127 cas de menaces contre des défenseurs des droits de l'homme ont été enregistrés à Uvira, dans le Sud-Kivu, entre septembre 2013 et septembre 2014. Une ONG membre du réseau de protection des défenseurs des droits de l'homme dans ce territoire l'a affirmé dans son rapport. Le point focal de ce réseau, Claude Habamungu Mihigo, a cité mardi 23 septembre le cas d'un journaliste de la radio communautaire des Hauts plateaux de Minembwe. Ce dernier vit dans la clandestinité depuis deux semaines suite à des menaces proférées contre lui par certaines autorités de Minembwe-hauts plateaux. M. Habamungu Mihigo appelle les parlementaires au vote d'une loi spécifique sur la protection des défenseurs des droits de l'homme en RDC. (Radio Okapi)

Jeudi 25 septembre.

RDC : 43% d'enfants de moins de 5 ans souffrent de la malnutrition chronique. Environ 43% d'enfants de moins de 5 ans souffrent de la malnutrition chronique en République démocratique du Congo (RDC). Le directeur du programme national de nutrition (Pronanut), Dr Jean Bameya, l'a affirmé mercredi 24 septembre au cours d'un atelier de consultation sur l'élaboration d'un plan global de nutrition. Pour le Dr Jean Bameya, les ménages congolais «mangent mal».

Ikela : la consommation de la viande de la forêt toujours interdite. L'administrateur d'Ikela en Equateur, Lokwa Bosakedja, rappelle l'interdiction de consommer la viande des animaux en provenance de différentes forêts de ce territoire. Il l'a rappelé à l'occasion de la deuxième sensibilisation de la population contre l'épidémie d'Ebola déclaré à Djera dans la même province de l'Equateur. Lokwa Bosakedja constate que certains habitants ne respectent pas cette interdiction décidée depuis le début de la maladie dans la province de l'Equateur.

Sange: les leaders locaux instituent un comité de lutte anti-choléra. Un comité de lutte contre le choléra a été mis en place mercredi 25 septembre à Sange (Sud-Kivu) par les leaders locaux, au cours d'une réunion d'évaluation de la situation du choléra dans la zone de santé de Ruzizi. Ce comité a pour mission de sensibiliser la population sur les mesures préventives contre la maladie; notamment la purification d'eau avant sa consommation, le lavage des mains avec du savon et l'assainissement de l'environnement.

Kabinda : plusieurs bâtiments menacés par une érosion. Une érosion menace de faire écrouler plusieurs bâtiments de la cité de Kabinda au Kasaï-Oriental. Selon le président de la société civile locale, cette érosion a déjà coupé en deux la route Mbuji Mayi- Lubao qui passe par Kabinda.

Réchauffement climatique : signature d'une « déclaration sur les forêts ». Plus de 130 gouvernements, compagnies et groupes représentant la société civile ont signé une « déclaration sur les forêts ». Ce document a été paraphé mardi 23 septembre à l'occasion du sommet de l'Onu sur le climat qui a eu lieu à New-York. Cet engagement vise à préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique.

Présent à la cérémonie, le ministre des Affaires Etrangères de la RDC, Raymond Tshibanda, a indiqué que son pays compte s'assurer que seules les exploitations forestières qui s'opèrent dans les normes du développement durable devront continuer. A en croire Raymond Tshibanda, la RDC compte en termes d'espaces, « les zones protégées le plus importantes du continent africain ». « On a procédé à la revue de tous les accords dans ce domaine [d'exploitation forestière], on a procédé à une (re)certification pour nous assurer que seules les exploitations qui se font dans le respect des principes du développement durable peuvent continuer », a affirmé le ministre congolais des Affaires Etrangères. « Nous sommes en train de travailler à la réhabilitation de ces zones parce qu'elles ont beaucoup souffert des guerres que notre pays a connues au cours de ces dix dernières années », a-t-il ajouté. Selon le chef de la diplomatie de la RDC, il y a aujourd'hui un grand programme de remise en état de ces zones [sans donner plus de détails] « pour qu'elles

continuent à aider l'humanité, à respirer un air qui garantisse l'avenir de nos enfants et nos petits enfants ». Il a souhaité que ces efforts du gouvernement à lutter contre le réchauffement climatique soient encouragés. (Radio Okapi)

Le vice-amiral Rombaut Mbuyama satisfait de l'amélioration de la situation sécuritaire au Katanga. «Je suis heureux de partir à ce moment parce que le calme est revenu à Mitwaba, Manono, Pweto, Eva et ailleurs. Je pense que cette saison culturelle sera fructueuse et les gens vont revenir aux champs. Chaque semaine à Lubumbashi, il y a des mariages, des célébrations. C'est le signe de la paix », a affirmé mercredi Rombaut Mbuyama, ancien commandant de la 6^e région militaire récemment promu vice-amiral.

Malemba Nkulu : l'activisme des Maï-Maï est moins intense, selon la société civile. La société civile de Malemba Nkulu estime que l'activisme des miliciens Maï-Maï dans ce territoire du Katanga est moins intense par rapport aux mois précédents. Selon le président du bureau de la société civile du Congo à Malemba Nkulu, Trudon Kalume, les attaques qui sont actuellement présentées comme celles des Maï-Maï sont plutôt liées à des conflits coutumiers.

Province Orientale: 400 enfants bénéficiaires de dons de l'Unicef à Ango. Environ 400 enfants, victimes des conflits armés, ont reçu jeudi 25 septembre des vélos, des machines à coudre, de la farine de froment, de l'huile végétale et bien d'autres articles à Ango (500 km au Nord de Kisangani) pour leur permettre d'exercer, parallèlement à leurs études, une activité lucrative. Ces dons distribués par l'Association des jeunes pour le développement communautaire (Ajedec) ont été financés par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Nord-Kivu: 2 membres de la société civile aux arrêts depuis deux mois à Walikale. Les membres de la société civile, Bwami Muputa et Prince Mukulumanya, sont détenus à la prison centrale de Walikale depuis deux mois. Le président de la coordination territoriale de la société civile de ce territoire, Blaise Sheke, affirme que ses collègues n'ont toujours pas été jugés. Il dit également ignorer les raisons de cette arrestation.

RDC: Ban Ki-Moon salue les efforts du gouvernement à stabiliser le pays. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a salué les efforts du gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) à stabiliser le pays et à travailler pour son développement. Il l'a affirmé jeudi 25 septembre à New-York dans un échange qu'il a eu avec le président congolais, Joseph Kabila, à l'occasion de la 69^e assemblée générale de l'Onu.

RDC : Bernadette Tokwaulu interpellée pour son opposition à la révision constitutionnelle. Mme Bernadette Tokwaulu, membre de la majorité présidentielle s'oppose à la révision de la constitution en RDC. Dans une interview accordée jeudi 25 septembre à Radio Okapi, elle affirme qu'elle a été interpellée la veille par l'Agence nationale de renseignements (ANR) pour son opinion politique. « J'ai été invitée par l'administrateur principal de l'ANR en charge de sécurité intérieure par un SMS reçu mardi à 17h59'. Comme il était tard, j'ai appelé l'administrateur et je lui ai confirmé que j'attendais une invitation formelle », a affirmé Mme Bernadette Tokwaulu. Elle a fini par se présenter dans les bureaux de l'ANR. Son entretien avec le service de renseignements a porté sur ses déclarations faites dans deux émissions des chaînes de télévision Congo Web TV et Antenne A. elle intervenait sur la question de la révision constitutionnelle et du gouvernement de la cohésion nationale. Au cours de ces débats politiques, elle dit avoir déclaré qu'elle s'opposait à toute idée de la révision de la loi fondamentale. Sur les antennes de Radio Okapi, elle a réitéré son opposition à la révision de la Constitution et souhaite que le chef de l'Etat respecte la loi fondamentale dans la limitation du mandat présidentiel. « J'ai confirmé tous les propos que j'avais tenus en tant que femme politique de la MP notamment dans mon désir de voir la formation d'un gouvernement de cohésion nationale avec les ténors de la MP dont moi-même et également dans le respect par le chef de l'Etat de la constitution dans la limitation du mandat présidentiel », a-t-elle précisé. Dans un communiqué publié le même jeudi, la Voix des sans voix (VSV) pour les droits de l'homme a exprimé « ses vives inquiétudes consécutivement aux menaces qui pèsent sur madame Bernadette Tokwaulu », actrice politique de la MP et directrice à la Société nationale de l'électricité (Snel). (Radio Okapi)

Nord-Kivu : 61 enfants en conflits avec la loi dans des conditions difficiles à Rutshuru. Soixante et un enfants en conflit avec la loi vivent dans des conditions déplorables à Rutshuru-centre (Nord-Kivu). Ils n'ont pas d'établissements spécialisés pour les regrouper, ni de juridiction compétente pour les juger. Le responsable de la police de protection de l'enfant et de la femme l'a déclaré jeudi 25 septembre devant les deux ambassadeurs de la Suède au Rwanda et en RDC. Ces diplomates suédois étaient en mission de travail à Rutshuru.

RDC: le Fonds social lance le projet «STEP» pour la stabilisation de l'Est. Le Fonds social de la RDC (FSRDC) a officiellement lancé, jeudi 25 septembre à Kinshasa, le projet dénommé «STEP» pour stabiliser la partie Est du pays. Financé par la Banque mondiale (BM) à la hauteur de 79,1 millions de dollars

américains jusque juin 2018, ce programme de développement entend contribuer aux efforts de stabilisation et de consolidation de la paix entrepris par le gouvernement congolais dans le cadre du programme STAREC (stabilisation par la réduction des risques de conflits) avec l'appui de la communauté internationale depuis 2009. Le coordonnateur général du FSRDC, Ruphin Bo Elongo, a donné le sens de ce projet, lancé pour la Province Orientale, le Nord et Sud-Kivu: «Le projet s'inscrit dans le cadre des objectifs de la stratégie d'assistance pays de la Banque Mondiale, à savoir : augmenter la provision des services sociaux pour améliorer les indicateurs de développement humain et répondre au déficit en matière de développement qui contribue à la fragilité et aux conflits dans les provinces de l'Est de la RDC». Il a également indiqué que le projet « STEP » s'aligne sur le quatrième pilier de STAREC, portant sur le retour, la réintégration et le relèvement socioéconomique. (Radio Okapi)

Joseph Kabila : «Je suis heureux de vous dire que la RDC est de nouveau un pays debout». « Je suis heureux de vous dire ce jour que la RDC est de nouveau un pays debout, un pays où la paix retrouvée se consolide chaque jour davantage », a affirmé le président de la République, Joseph Kabila, jeudi 25 septembre, à la 69e assemblée générale de l'Onu qui s'est tenue à New-York. Dans son discours, le président congolais a notamment parlé de la question de terrorisme dans le monde, la résurgence de l'épidémie d'Ebola et les nombreuses atteintes de la paix dans divers endroits du monde. « Vous savez tous où en était mon pays il y a à peine 13 ans (...). La RDC est un pays dont l'économie est l'une des plus dynamiques du continent avec un taux d'inflation proche de zéro et un taux de croissance au-dessus de la moyenne africaine depuis près d'une décennie (...) », s'est félicité le président de la RDC. Joseph Kabila a indiqué que la RDC est aussi en pleine reconstruction avec des routes, écoles, hôpitaux et infrastructures diverses qui sont construits en nombre et à un rythme sans précédent. Évoquant la question des élections prévues en 2016, il a souligné que la consolidation de la démocratie et le renforcement de la cohésion nationale demeurent des objectifs prioritaires. Joseph Kabila a assuré que toutes les options sont prises pour que « le pays en sorte plus apaisé, plus uni et plus fort ». Il a également réaffirmé l'engagement de la RDC d'œuvrer sans relâche pour la paix et la stabilité en Afrique et dans le monde. S'exprimant sur la question de la résurgence d'Ebola en Afrique, le président de la RDC a assuré que ce virus a été maîtrisé dans son pays. (Radio Okapi)

Vendredi 26 septembre.

RDC : le mandat de l'Eusec prolongé jusqu'à juin 2015. Le mandat de la mission de conseil et d'assistance de l'Union européenne en matière de réforme du secteur de la sécurité (Eusec) a été reconduit jusqu'au 30 juin 2015 en RDC. Depuis mai 2005, l'Eusec accompagne la RDC notamment dans la consolidation de l'administration des Forces armées (FARDC), ainsi que dans la relance du système de formation militaire. Au cours de la cérémonie de prolongation jeudi 25 septembre à Kinshasa, le chef de mission, le colonel Jean-Louis Nurenberg, a évoqué les nombreux progrès réalisés. «Des progrès considérables sont observés dans le domaine de la gestion des ressources humaines, avec la distribution des cartes d'identité militaires, le contrôle biométrique des militaires, et la mise à jour permanente de la base des données indispensable pour le paiement des traitements par bancarisation», a-t-il affirmé. Le colonel Nurenberg reconnaît cependant que de nombreux défis seront encore à relever pour les 9 prochains mois. Il cite entre-autres le fonctionnement autonome et régulier des écoles de formation des cadres militaires. (Radio Okapi)

RDC: l'Unicef plaide en faveur de plus de moyens pour l'éducation et la santé des enfants. La représentante de l'Unicef en RDC, Mme Barbara Bentein, a déclaré jeudi 25 septembre que les enfants de la RDC devaient avoir accès à un système éducatif et sanitaire de qualité. Pour elle, ces droits fondamentaux des enfants ne pourraient pas être respectés si les bonnes décisions budgétaires ne sont pas prises. Barbara Bentein a affirmé que les enfants représentent plus de 50% de la population congolaise. « Leur bonne croissance et leur plein développement sont cruciaux pour le présent et le futur du pays. Cependant la performance des secteurs de santé et de l'éducation n'est pas encore satisfaisante », a-t-elle dit, appelant à une mobilisation « pour que tous les enfants congolais puissent aller à l'école et être en bonne santé ». Pour sa part, le ministre du Budget, Daniel Mukoko Samba, a affirmé que le gouvernement congolais avait augmenté le budget alloué à l'éducation et à la santé. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : une épidémie de diarrhée fait 10 victimes à Kanyabayonga. Une épidémie de diarrhée a fait 10 victimes en deux semaines dans les villages Kamandi-lac, Ndwali, Buhoyo et Kamandi-Gîte, à Kanyabayonga (Nord-Kivu). Selon Innocent Kambale, infirmier titulaire du centre de santé de Kayna, à Kamandi, une cinquantaine de malades de diarrhée ont été reçus dans cette structure cette semaine. Ces villages se trouvent à plus de 150 km au nord de Goma, dans le Nord-Kivu.

RDC: la DGM maintient l'interdiction de l'adoption internationale des enfants. Alors que la durée de l'interdiction de l'adoption internationale des enfants congolais s'achève bientôt, la Direction générale de migration (DGM) annonce le maintien de cette décision prise en octobre de l'année passée pour une année.

Dans un communiqué publié jeudi 25 septembre à Kinshasa, la DGM indique que cette décision est maintenue « jusqu'à nouvel ordre ».

Province Orientale : la Monusco va activer l'option militaire «pour en finir» avec Cobra Matata. « La force spéciale, la brigade d'intervention et la brigade de l'Ituri, sont en train de se déployer en position de combat [pour neutraliser le chef milicien Cobra Matata]. Cette fois-ci, c'est pour en finir », a déclaré le directeur de la Mission onusienne en Ituri, M'Hand Ladjouzi. Au cours d'un échange avec les notables de Walendu Bindi mercredi 24 septembre, il a indiqué que le leader de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), Cobra Matata refuse de se rendre volontairement à l'armée congolaise et à la Monusco.

Ebola: la société civile de l'Equateur satisfaite du discours de Joseph Kabila à l'Onu. La société civile de l'Equateur a salué l'intervention de Joseph Kabila, jeudi 26 septembre, devant la 69^e Assemblée générale de l'Onu, à New-York (Etats-Unis). Le président congolais a parlé en bien des médecins congolais qui ont réussi à maîtriser l'épidémie d'Ebola en Equateur.

Katanga: 16 creuseurs artisanaux sont morts dans des mines à Kawama. Seize creuseurs artisanaux sont décédés en l'espace d'un mois dans des sites miniers de la localité de Kawama, en territoire de Kolwezi (Katanga). Des sources sur place affirment que certains creuseurs clandestins sont morts dans des éboulements et d'autres ont été asphyxiés dans des galeries souterraines, faute d'oxygène.

RDC : Tito Ndombi élu président du CSAC. Jean Christophe Tito Ndombi a été élu président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) jeudi 25 septembre lors de la 125^e session de l'assemblée plénière de cet organe. Élu par consensus, il remplace à ce poste l'Abbé Jean Bosco Bahala accusé de délivrer des avis de conformité à l'insu de l'assemblée plénière de cet organe de régulation.

RDC : le traité sur le commerce des armes entre en vigueur en décembre prochain. Le traité sur le commerce des armes entrera en vigueur en RDC en décembre prochain, a annoncé le Comité international de la Croix rouge (CICR) dans un communiqué de presse publié jeudi 25 septembre. Cette organisation humanitaire indique que ce traité permettra de bien contrôler la circulation illégale d'armes et limitera l'usage abusif d'armes classiques (armes légères, munitions, chars de combat, avions de combat et navires de guerre).

RDC: dix nouvelles locomotives commandées pour la SNCC. Le gouvernement congolais a commandé dix nouvelles locomotives pour la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Cette entreprise ferroviaire a signé, vendredi 26 septembre, le contrat d'acquisition de ces engins avec le consortium des entreprises chinoises en RDC, Yuan Helie, à Kinshasa en présence du ministre congolais des Transports et Voies de communication et de celui délégué au Finances.

Samedi 27 septembre.

Katanga : un ancien chef milicien abattu par son frère à Kamandi. Des miliciens Maï-Maï ont fait incursion vendredi 26 septembre, à l'aube, dans le village Kisandi, à 7 km de Mitwaba (Katanga). Selon la société civile de Mitwaba, ces assaillants ont tué un homme, un ancien chef Maï-Maï, et incendié sa maison. Les villageois ont abandonné leurs maisons pour se réfugier dans d'autres contrées. La victime, un certain Kimpinde, aurait été abattue par son propre frère, un autre chef milicien, selon la même source.

Journée internationale du tourisme : Martin Kobler invite le monde à découvrir la RDC. A l'occasion de la journée internationale du tourisme samedi 27 septembre, le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler, invite les touristes du monde entier à venir découvrir les splendeurs et les surprises de ce pays. Martin Kobler parle de centaines de raisons de visiter la RDC. Il regrette que, chaque année, seuls 186 000 touristes internationaux visitent ce pays. Dans son message pour cette journée, le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu affirme que la liste des merveilles de la RDC semble infinie. Martin Kobler admire notamment les Okapis, le parc national des Virunga, le fleuve Congo, le lac Tanganyika, le volcan Nyiragongo, les Bonobos, la rumba et tant d'autres merveilles. Pour le chef de la Monusco, la RDC est un pays aux richesses incommensurables. «Cependant, ce serait une erreur de croire que ces richesses se trouvent dans le sol. Elles sont à sa surface», affirme le chef de la Monusco. Pour lui, ce qui fait de ce pays un territoire aussi riche, c'est la beauté de ses paysages, les fruits de la nature, la diversité de sa faune, mais avant tout, la résilience, la générosité et l'énergie de la population. Le tourisme étant parmi les éléments clefs du développement économique durable, Martin Kobler invite donc tous les voyageurs, les gourmets, les curieux et les amoureux de la nature de ce monde à venir découvrir les merveilles de la RDC. Selon lui, «beaucoup d'étrangers sont venus en RDC en secouristes, et la quitteront en touristes». (Radio Okapi)

Jean-Lucien Bussa: «La Caisse de péréquation a été conçue pour le développement équilibré des provinces». Député élu de Budjala (Equateur), Jean-Lucien Bussa a indiqué que la Caisse nationale de péréquation a été conçue pour du développement équilibré des provinces. Cet organe doit être alimenté par les 10% de la totalité de recettes à caractère national. Ce député de l'opposition l'a affirmé, vendredi 26 septembre, après que le ministre de l'Intérieur et Décentralisation, Richard Muyej Mangez, a présenté le projet de loi portant organisation et fonctionnement de la Caisse nationale de péréquation, à l'Assemblée nationale. «Cette caisse devra financer les différentes provinces du pays à travers des projets et programmes d'investissement en vue d'assurer une solidarité nationale et corriger ainsi le déséquilibre entre les provinces», a-t-il souligné.

Ituri : les notables de Walendu-Bindi protestent contre la suspension du programme îlot de stabilité.

Les notables de Walendu-Bindi protestent contre la suspension du programme îlot de stabilité dans cette chefferie de l'Ituri, en Province Orientale. Le patron de la Monusco en Ituri, M'Hand Ladjouzi, et le commissaire de district, Robert Moyemba, leur ont annoncé cette décision mercredi 24 septembre à Gety-Centre, au cours d'une rencontre dans le bureau administratif de cette chefferie. Pour eux, la réalisation de ce programme est exposée à des risques énormes tant qu'il n'y a pas de stabilité sur le plan sécuritaire. Pour les notables de cette chefferie, les autorités du district et la Monusco leur font du chantage. «Cet îlot de stabilité semble être un donnant-donnant, conditionné vraiment par la sortie des miliciens. Vous nous donnez les milices, alors l'îlot de stabilité va venir. Si donc aller convaincre Cobra-Matata, ça a échoué, et demain on nous a demandé d'aller convaincre la troupe. Si cela échoue, c'est que ce projet n'aura pas lieu», a affirmé Nestor Wingi Nzila, un des notables de Walendu-Bindi. A ces protestations, M'Hand Ladjouzi oppose la difficulté de «faire des projets quelconque quand la région est sous la menace de miliciens». Jusqu'à ce jour, l'appel de la Monusco et celui des autorités du district pour une reddition volontaire des miliciens de la FRPI dans la chefferie des Walendu-Bindi, demeure sans succès. Le programme îlot de stabilité prévoit un ensemble d'activités menées pour aider le gouvernement à rétablir et à consolider l'autorité de l'Etat dans les zones libérées, préparant ainsi le terrain pour la relance d'actions de développement. A Walendu-Bindi, ce programme est momentanément suspendu suite à l'activisme accru des miliciens de la FRPI contre la population civile. (Radio Okapi)

Province Orientale : 107 décès sur 10 000 cas de paludisme en trois mois à Yahuma. Cent et sept personnes sont mortes de paludisme sur près de 10 000 cas enregistrés en trois mois dans la zone de santé de Yahuma, à l'ouest de Kisangani, en Province Orientale. Selon les rapports de cette zone de santé pour les mois de mai, juin et juillet, près de 60% des victimes sont des enfants de zéro à 5 ans. Les femmes enceintes aussi sont de grandes victimes de cette maladie.

Kinshasa : marche de l'opposition contre la révision de la constitution. Des forces politiques et sociales de l'opposition ont marché samedi 27 septembre pour manifester leur opposition à une éventuelle révision de la constitution en RDC. La marche est partie de la place de l'échangeur de Limete, jusqu'au boulevard triomphal, en passant par les boulevards Lumumba et Sendwe. Les manifestants réclament aussi l'organisation d'un dialogue politique inclusif. Une marche similaire a cependant été dispersée par la police à Goma, au Nord-Kivu.

RDC: le Gouvernement lance 32 projets de recherche agricole. Le ministre de l'Agriculture Jean-Chrysostome Vahamwiti, a procédé au lancement samedi 27 septembre à Kinshasa des trente-deux projets de recherche pour l'innovation agricole en RDC, dans le cadre de la dynamisation de la recherche pour le développement agricole dans le pays. Chaque province va bénéficier de trois projets et Kinshasa, de deux. Parmi ces projets, il y a l'intégration des pratiques culturelles en savane herbeuse pour la production du manioc et des maïs dans le Gungu au Bandundu avec comme innovation la culture durable par la sédentarisation. Il y a aussi la contribution à la promotion de la pisciculture dans le territoire de Kungu à l'Equateur. Un autre projet porte sur la production des rejets sains de bananier par micro propagation au Nord-Kivu. Il s'agit donc d'utiliser des antibiotiques pour traiter ces rejets de bananiers. Le ministre Vahamwiti explique que toutes ces innovations répondent aux objectifs spécifiques visés : «Stimuler un forum d'interaction des chercheurs du secteur agricole, favoriser la recherche action, constituer une documentation sur base des résultats des projets de recherche à visée innovatrice. Et enfin, appuyer la formation universitaire à travers des étudiants et des chercheurs indépendants traitant des thèmes innovateurs du secteur agricole.» Onze universités du pays ainsi que sept stations de l'Institut national d'études et de recherches agronomiques (Inera) vont jouer le rôle des points focaux de ce projet à travers toute la République. Cette première phase de subvention bénéficie d'une enveloppe de 570 000 dollars américain. Et les 32 projets touchent toutes les provinces de la RDC, à raison de 3 projets pour les 10 provinces, et 2 pour la capitale Kinshasa. Tous ces projets sont prévus pour une durée de 3 ans. (Radio Okapi)

Dimanche 28 septembre.

Naufrage sur le lac Tanganyika: toujours pas de bilan. Au lendemain du naufrage du bateau M/V Maman Wundja sur le lac Tanganyika à Uvira (Sud-Kivu), aucun bilan n'est toujours fourni. Le nombre de passagers à bord de l'embarcation est sujet à controverse. Certains services affectés au port de Kalundu, la Direction générale de migration (DGM) notamment, parlent de 7 noms repris sur le manifeste du bateau. Mais la Croix-Rouge, la force navale et d'autres armateurs indiquent avoir réussi à secourir 25 passagers. Le naufrage a eu lieu samedi 27 septembre à un kilomètre et demi du port de Kalundu, à Uvira, 30 minutes après le départ du bateau qui se dirigeait vers la Zambie. Jusque dans la soirée, tous les services de sécurité travaillaient pour sauver ce qui reste de la cargaison du bateau Maman Wundja. D'après le commandant de la police des frontières dans ce secteur, aucun enfant embarqué au départ du bateau n'a été sauvé. Les enfants qui avaient pris place dans l'embarcation seraient prisonniers dans la coque du bateau avec les autres passagers clandestins. A en croire la même source, il faudrait attendre deux à trois jours pour voir leurs corps remonter à la surface des eaux. Entre-temps, les autorités locales ont pris certaines mesures à la suite de cet accident. Elles ont notamment décidé d'arrêter le propriétaire du bateau et de sécuriser le lieu du drame. Le propriétaire du bateau serait accusé de s'être opposé à la réduction de la charge de l'embarcation. Certaines sources estiment que le bateau avait largement dépassé son tonnage. Le propriétaire du bateau aurait également autorisé à son capitaine de lever l'ancre alors qu'il n'en avait pas encore obtenu l'autorisation. Pour le président des armateurs du lac Tanganyika, Kidoge Madjagira, des enquêtes devront être menées pour établir les responsabilités. Il estime aussi que les multiples tracasseries auxquelles les armateurs font face les obligent à tenter de s'échapper au contrôle des services de l'Etat. (Radio Okapi)

RDC: l'Ambassade des Etats-Unis offre 16 000 livres anglaises à des écoles. L'Ambassade des Etats-Unis en RDC, en collaboration avec l'ASBL américaine « Books for Africa », a fait un don de 16 000 livres anglaises à des écoles congolaises. Deux cents écoles sélectionnées à Kinshasa ont reçu chacune 12 livres. Selon « Books for Africa », les livres restants seront distribués à d'autres écoles à travers le pays dans les prochains mois. Une cérémonie de remise de ces livres a eu lieu samedi 27 septembre dans les installations de l'Institut américain d'anglais au Congo.

Parlement: plaidoyer pour l'examen de la proposition de loi sur l'accès à l'information. Le Collectif 24 déplore que l'accès à l'information en RDC ne soit pas facile alors qu'il existe quelques dispositions dans la législation congolaise qui le garantisse. Cette plateforme de la société civile l'a fait savoir samedi 27 septembre à Kinshasa en marge de la Journée internationale du droit d'accès à l'information célébrée ce dimanche 28 septembre. Le Collectif 24 plaide donc pour l'examen au Parlement de la proposition de loi sur l'accès à l'information déposée au Sénat en septembre 2013 par le sénateur Moïse Nyarugabo. Le secrétaire exécutif de cette plate-forme de la société civile, Henri Christin Longendja, a déclaré au cours d'une journée de réflexion que cette loi sur l'accès à l'information aiderait à renforcer le contrôle citoyen. Elle permettrait que tout le monde accède à la bonne information, en évitant la rumeur et la corruption et en renforçant la transparence dans la gestion de la chose publique. « Nous demandons aux sénateurs que ça puisse faire l'objet du débat. Que ça soit aligné si réellement ils veulent que le Congo soit bien gouverné et que le Congo soit inscrit parmi les pays qui insistent sur la transparence et la bonne gouvernance », a plaidé Henri Christin Longendja. Pour le sénateur Jacques Djoli, cette loi permettrait d'accroître la transparence dans la gestion des ressources naturelles. « Si nous voulons faire de nos ressources naturelles le sous-bassement de notre économie, [il faut] que les citoyens accèdent à l'information. Ce qui est vrai pour les ressources minérales l'est aussi pour les ressources agro-industrielles », a-t-il expliqué. Le Collectif 24 recommande aux partenaires financiers de la RDC de placer aussi l'adoption de la loi sur l'accès à l'information parmi les conditions de l'aide au développement. (Radio Okapi)

Province Orientale : trafic interrompu sur la route nationale numéro 4. L'effondrement il y a une semaine du pont jeté sur la rivière Esaye a interrompu le trafic sur la route nationale numéro 4 au point kilométrique 395 en Province Orientale. Des usagers indiquent que trois cents véhicules sont actuellement bloqués de part et d'autre du pont. Depuis l'effondrement de ce pont, des véhicules de grand tonnage transportant des denrées alimentaires en provenance de Bunia qui se rendaient à Kisangani et ceux qui faisaient le trajet inverse sont bloqués.

Sud-Kivu: appel à la reforestation de la plaine de la Ruzizi. La plaine de la Ruzizi court le risque de devenir un désert dans cinq ans si rien n'est fait pour sa reforestation, a estimé samedi 27 septembre à Luberizi Rusakumba Tumba Amilard, expert en agroforesterie et professeur à l'Institut agronomique de Nakabasa. Des efforts considérables devraient être faits par le gouvernement, selon lui, pour donner la chance à la survie de la population de la Ruzizi. Amilard RusakumbaTumba explique que cette situation fait suite à la déforestation de la zone : «L'arbre est coupé en désordre, sans suivi ni intervention du gouvernement. Les bucherons coupent très sérieusement même l'arbre qui va repousser. On suit même la racine jusqu'au niveau de la coiffe.» La même source accuse aussi particulièrement l'armée régulière. «Chez nous à Luberizi, là où nous avons un camp des militaires Fardc, le CBR (Centre de brassage et de recyclage),

les militaires déracinent tout pour qu'ils puissent trouver les moyens de vivre», a affirmé Rusakumba. Il a par ailleurs appelé le gouvernement congolais à intervenir pour «que ceux qui brûlent aussi la brousse stoppent leur activité.» (Radio Okapi)

Katanga: début de la réhabilitation du barrage de Piana Mwanga. Les travaux de réhabilitation du barrage de Piana Mwanga, en arrêt depuis plusieurs années, ont démarré vendredi 26 septembre, à plus de 95 km de la cité de Manono au nord du Katanga. Ces travaux, résultant du partenariat public-privé avec l'expertise espagnole, vont durer 18 mois. La réhabilitation complète du barrage de Piana Mwanga, d'une capacité installée de 30 Mw, peut permettre d'alimenter le réseau de transport et de distribution haute tension de l'électricité au bénéfice de toute la partie Nord du Katanga, précisément dans les chefs lieux des territoires d'Ankoro et Nyunzu. Sa réhabilitation pourrait relancer l'économie et surtout servir à la Société minière Congo étain. (Radio Okapi)

Lundi 29 septembre.

Mamadou Ndala: le procès débute mercredi à Beni. Le procès des présumés assassins du colonel Mamadou Ndala s'ouvre mercredi 1er octobre à Beni dans le Nord-Kivu. Le commandant du 42^e bataillon commando des Forces armées de la RDC a été abattu le 2 janvier 2014 dans une embuscade tendue par des hommes armés non loin de l'aéroport de cette ville. Une vingtaine de personnes, civiles et militaires, sont poursuivies dans cette affaire, a indiqué le capitaine Vicky Lopombo, l'auditeur de garnison de Beni. Selon des sources judiciaires, une vingtaine des prévenus seront à la barre à cette audience. Parmi eux, on compté 8 civils, 4 officiers supérieurs des FARDC et deux anciens gardes du corps du colonel Mamadou Ndala.

Nord-Kivu : lancement de la 2e phase d'une campagne contre le changement de la constitution. Le Parti libéral pour le changement (PLD) a lancé samedi 27 septembre à Goma (Nord-Kivu) la 2e phase de sa campagne dénommée «J'appose ma signature contre le changement de ma constitution». Les quartiers Majengo, Murara et les volcans sont les premiers concernés par cette 2e étape, qui se fera de porte à porte. Selon le vice-président du PLD, Jean- Paul Lumbu Lumbu, c'est pour obtenir un grand nombre de signatures contre toute tentative de modification ou de changement de la constitution.

Reddition des FDLR: la société civile du Nord-Kivu déplore la lenteur du processus. La société civile du Nord-Kivu déplore la lenteur dans le processus de reddition volontaire des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Cette structure a désapprouvé, dimanche 28 septembre, la prolongation de deux mois que la CIRGL a accordée, lors de la 69^e session de l'Onu, à ces rebelles rwandais. Pour la société civile du Nord-Kivu, cette prolongation constitue un supplice supplémentaire pour les populations civiles, victimes des exactions de ces rebelles.

Ituri : l'armée identifie les voyageurs suspectés d'être des miliciens. Les services de sécurité identifient depuis samedi 26 septembre à Bunia (Province Orientale) environ quatre vingt dix personnes venues de Walu, à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de cette cité. Ils les soupçonnent de faire partie d'un groupe d'insurgés. Les autochtones de Walu, paniqués par cette arrivée massive il y a une semaine, avaient alerté les autorités locales. Ces voyageurs sont en résidence surveillée à l'ancien bureau de l'État-major de la zone opérationnelle des FARDC.

Katanga : la prison de Malemba Nkulu est très dégradée. La prison du territoire de Malemba Nkulu, à près de 500 km de Lubumbashi (Katanga), se trouve actuellement dans un état très dégradé. Cette maison carcérale a été construite depuis l'époque coloniale. Les détenus y vivent dans de mauvaises conditions. Le procureur de la République de Kamina, qui a visité dernièrement cette prison, demande au gouvernement de la réhabiliter.

Ebola: le prix de la viande boucanée baisse de 40% à Mbandaka. Le prix de la viande boucanée a baissé de 40% à Mbandaka (Equateur) à la suite de la réapparition du virus Ebola, déclaré dans la localité de Djera, à plus de 600 km du chef-lieu de la province. La viande de singe, par exemple, se négocie à 6 000 francs congolais (6, 48 dollars américains) au lieu de 10 000 francs congolais (10, 81 dollars américains) comme d'habitude.

Katanga : 6 miliciens Maï-Maï tués dans une offensive de l'armée à Kingoma. Le calme est revenu lundi 29 septembre à Kingoma au Katanga, deux jours après une offensive menée par les Forces armées de la RDC (FARDC) dans ce village considéré comme un bastion des Maï-Maï Bakata Katanga. Des sources militaires à Mitwaba, situé à 75 km du lieu des combats, rapportent que 6 miliciens Maï-Maï ont été tués au cours de cette offensive.

RDC Jobdays a accueilli plus de 6 000 demandeurs d'emploi. Le premier Salon de l'emploi dénommé «RDC Jobdays» a recensé, samedi 27 septembre, plus de six mille demandeurs d'emploi à Lubumbashi

(Katanga). Environ 25 entreprises des secteurs de banques, de la logistique, des mines, des télécommunications et de la construction ont participé à ce forum, organisé par la société congolaise Dkavis-SARL.

Nord-Kivu : un chef de groupement abattu par des hommes armés. Le chef de groupement Bweza, Bonane Rwamakuba, a été abattu dimanche 28 septembre par des hommes armés non identifiés dans le territoire de Rutshuru. La société civile de ce territoire du Nord-Kivu condamne cet acte et exprime sa compassion aux habitants de Bweza. L'administrateur du territoire qui affirme être consterné après l'assassinat de ce chef de groupement annonce l'ouverture d'une enquête.

Nord-Kivu: les épouses des militaires réclament les soldes de leurs époux à Oïcha. Une soixantaine de femmes des militaires du 808^e régiment ont marché, lundi 29 septembre, dans la cité d'Oïcha, à plus ou moins 30 km au Nord-Est de Beni-ville (Nord-Kivu), pour réclamer le paiement des soldes de leurs maris, engagés depuis deux mois, au front.

Katanga: 3 morts dans un accident du train de la SNCC à Kipukwe. Trois passagers ont été tués et une dizaine d'autres grièvement blessés dans le déraillement d'un train de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) survenu, dimanche 28 septembre, à Kipukwe, localité située à 684 km au Nord-Ouest de Lubumbashi (Katanga). Selon des sources locales de la SNCC, les trois derniers wagons du train ont basculé à la sortie de la gare au moment de prendre la direction de Kamina, à plus de 500 km de Lubumbashi.

RDC: l'opposant Diomi Ndongala porte plainte contre l'Etat. Député national déchu et condamné à 10 ans de prison ferme pour viol sur mineure, Eugène Diomi Ndongala a, depuis une semaine, porté plainte contre l'Etat congolais auprès du Comité des droits de l'homme de l'Onu. Les avocats de Diomi Ndongala ont expliqué le bien-fondé de cette plainte, lundi 29 septembre, au cours d'une conférence de presse tenue dans leur cabinet à Kinshasa. Le président de l'Association congolaise d'accès à la justice (Acaj), Me Georges Kapiamba, a assuré que son client serait réhabilité dans ses droits fondamentaux, violés par la justice congolaise. Me Georges Kapiamba a expliqué que le comité des droits de l'homme de l'Onu peut demander à ce que Diomi soit remis en liberté. Contacté par Radio Okapi, le porte-parole du Gouvernement, Lambert Mende, s'est refusé de tout commentaire dans cette affaire. En mars dernier, six ONG de défense de droits de l'homme avaient exigé la libération de Diomi Ndongala, estimant qu'il avait été condamné à cause de ces opinions politiques. Pour manifester leur soutien à l'opposant, elles avaient lancé à Kinshasa le «Comité de soutien d'Eugène Diomi Ndongala, prisonnier politique». Le 26 mars dernier, la Cour suprême de justice avait condamné Diomi Ndongala à dix ans de prison ferme pour viol sur mineure. Des faits qui se seraient produits en juin 2012 à Kinshasa. (Radio Okapi)

Nyiragongo: des militaires tirent des coups de feu pour réclamer leurs soldes. Le calme est revenu lundi 29 septembre à Buhumba dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). La veille, des militaires ont tiré plusieurs coups de feu pour réclamer le paiement de leurs soldes du mois d'août. Certaines sources indiquent que ces militaires avaient reçu le même jour leur paie de septembre.

RDC: vers la désignation des membres de la Commission nationale des droits de l'homme. Trois représentants, au lieu de deux, de la thématique Droits de l'homme de la société civile ont été désignés par consensus pour faire partie de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). Ainsi en ont décidé les membres du Comité d'accompagnement de la CNDH. La liste de ces délégués a été déposée depuis le 26 septembre au bureau de l'Assemblée nationale, qui devra arbitrer, avant la publication des neuf membres de cette commission.

Mardi 30 septembre.

RDC: le projet de budget 2015 chiffré à environ 9 milliards USD. Le Premier ministre Matata Ponyo a déposé, lundi 29 septembre au bureau de l'Assemblée nationale, le projet de budget de l'État exercice 2015. Ce budget avoisine les 9 milliards de dollars américains.

Katanga: peine de mort promise aux voleurs des câbles électriques. Désormais le vol des câbles électriques ne sera plus traité que comme une infraction de vol qualifié. Les voleurs qui opèrent en bande organisée seront plutôt poursuivis pour association de malfaiteurs, une infraction passible de la peine de mort. Caïphe Useni Sefu, procureur général du Katanga a appelé mardi 30 septembre les habitants de cette province à collaborer avec la justice pour mettre la main sur ces voleurs qui plongent des quartiers entiers dans le noir.

Mbandaka : des amnistiés ont tenté de forcer les portes de la prison. Des ex-rebelles Enyele bénéficiaires de l'amnistie ont tenté dimanche soir de forcer les portes de la prison centrale de Mbandaka pour recouvrer leur liberté. Ils ne comprennent pas pourquoi ils sont toujours détenus après avoir suivi tout le

processus d'amnistie et que leurs noms aient été cités sur les listes officielles des amnistiés, explique Me Innocent Losali, leur avocat.

Uvira : Justin Kalumba appelle à des poursuites contre l'armateur du bateau naufragé. Le ministre des Transports et voies de communication a appelé lundi 29 septembre à des poursuites judiciaires contre les présumés responsables du naufrage du bateau Maman Wundja à Kalundu, cité d'Uvira. Justin Kalumba estime que l'armateur est notamment responsable de cet accident pour avoir enfreint l'interdiction de quitter le port.

Déraillement de Kipukwe : deux corps encore coincés sous les wagons. Les corps de deux victimes du déraillement de train survenu dimanche 28 septembre à Kipukwe, dans le Katanga, sont encore coincés sous les wagons couchés sur les rails. Ce drame a aussi fait une dizaine de blessés dont quatre très gravement. Le médecin chef de zone de santé de Kipukwe assure que les blessés ont été conduits à l'hôpital où ils reçoivent des soins.

Vignette automobile: le recouvrement forcé débute à Kinshasa le 8 octobre. Les propriétaires des automobiles et d'autres engins motorisés ont jusqu'au 7 octobre pour payer la vignette de l'exercice 2013-2014. Dépassé ce délai, le gouvernement provincial de Kinshasa initiera l'opération de recouvrement forcé. Cette mesure a été levée au cours du dernier conseil des ministres. Les recettes de la vignette devraient notamment contribuer à couvrir le budget de la ville de Kinshasa évalué à un peu plus de 112 millions de dollars américains pour cet exercice fiscal, a indiqué Mme Thérèse Olenga, porte-parole du gouvernement de Kinshasa.

Sud-Kivu: les cas de cholera ont baissé de 60% à Baraka. Les cas de cholera sont passés, en trois semaines, de 100 à 40, soit une baisse sensible de 60%, dans la zone de santé de Fizi (Sud-Kivu). Le médecin chef de zone de santé de Fizi, docteur Asende Ehebelo, a livré ces chiffres, le week-end dernier, au cours d'un entretien avec la presse locale.

Affaire Mamadou Ndala : les juges sont arrivés à Beni. Les juges de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu qui siègera en chambre foraine dans l'affaire Mamadou Ndala sont arrivés à Beni lundi 29 septembre. Le président de cette cour a annoncé une dizaine d'audiences pour faire éclater la vérité sur l'assassinat de l'ancien commandant du 42e bataillon commando des unités de réaction rapide de l'armée congolaise survenu le 2 janvier dernier.

Katanga : des étudiants interpellés après une manifestation contre la révision constitutionnelle. Une dizaine d'étudiants de l'Université de Lubumbashi (Unilu), dans le Katanga, ont été interpellés ce mardi matin après une manifestation contre la révision de la constitution. La veille, ces étudiants avaient marché du Rond-point Carrefour à Lubumbashi, en passant par la route Kasapa et l'avenue Kapele, pour cheminer à la résidence privée du président national de la Scode, Jean Claude Muyambo. Ils tenaient à lui signifier leur soutien après qu'il a exprimé, quelques semaines plus tôt, son opposition à toute révision de la Constitution.

Bonne gouvernance: la RDC gagne 4 places sur l'indice Ibrahim. L'indice Ibrahim de la gouvernance africaine classe, pour l'année 2014, la République démocratique du Congo à la 47ième place sur un classement de 52 pays, avec la note de 34,1%. La RDC a gagné quatre places par rapport à l'année 2013, où elle a été classée à la 51ième place. Elle talonne ainsi la Guinée-Bissau (33,2%), le Tchad (32,3%), l'Érythrée (29,8%), la RCA (24,8%) et la Somalie (8,6%). Île Maurice arrive en tête avec 81,7%, selon l'indice Ibrahim 2014. Abdoulie Janneh, chargé des relations de la Fondation Mo Ibrahim avec les gouvernements et les institutions en Afrique, a affirmé que la RDC devrait encore fournir des efforts notamment dans les secteurs de la sécurité et de l'Etat de droit. Il a en revanche reconnu que la RDC a fourni d'énormes efforts dans le secteur du développement socio économiques ainsi que le développement humain. «C'est la totalité de tout ces quatre [secteurs] là qui font le score. Donc ça ne veut pas dire que la performance est si mauvaise. Mais ça veut dire qu'il y a certains endroits qui demandent peut-être un peu plus d'amélioration », a expliqué Abdoulie Janneh. **Contre les intérêts nationaux.** En réaction, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, considère le classement de Mo Ibrahim comme quelque chose de positif, étant donné que la RDC a plutôt avancé. Il estime cependant que des rapports établis par des ONG sont souvent biaisés et ne répondent pas aux intérêts de la RDC. «Peu importe le fait qu'il parle d'amélioration ou pas. Nous ne pensons pas que nous devons nous regarder avec les yeux des autres. Non ! Mo Ibrahim n'a pas une souveraineté sur nous», a-t-il déclaré. Lambert Mende préfère s'en tenir au rapport fait chaque année par le chef de l'Etat devant les parlementaires réunis en congrès. L'indice Mo Ibrahim fournit une évaluation annuelle de l'état de la gouvernance sur le continent africain. La fondation Mo Ibrahim existe depuis 8 ans et œuvre dans le domaine du leadership et de la gouvernance en Afrique en proposant des outils visant à améliorer ces secteurs. (Radio Okapi)